

# CONSEIL MUNICIPAL



## COMPTE-RENDU

### Séance du Jeudi 26 novembre 2019



L'an deux mille dix-neuf, le vingt-et-un novembre, vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de Ramonville Saint-Agne s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale et affichage du 15 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Christophe LUBAC, Maire.

Le quorum n'ayant pas été atteint à cette occasion, le conseil municipal a de nouveau été convoqué le mardi 26 novembre 2019, après convocation légale et affichage du 21 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur Christophe LUBAC, Maire.

Le conseil peut délibérer valablement à cette occasion sans condition de quorum.

#### **Nombre de Conseillers**

***En exercice :.....33***  
***Présents :.....18***  
***Représentés :.....10***  
***Absents :.....5***

#### **Présents :**

*Christophe LUBAC, Claudia FAIVRE, Pablo ARCE, Marie-Pierre DOSTE, Valérie LETARD, Jean-Bernard CHEVALLIER, Pascale MATON, André CLEMENT, Jean-Luc PALÉVODY, Pierre- Yves SCHANEN, Bernard PASSERIEU, Alain CARRAL, Véronique BLANSTIER, Claude GRIET, Christophe ROUSSILLON, Frédéric MERELLE, Henri AREVALO et Laure TACHOIRES.*

#### **Date de la convocation :**

*Le 21 novembre 2019*

#### **Absents excusés ayant donné procuration :**

*Gérard ROZENKNOP à Christophe LUBAC  
Claire GEORGELIN à Claudia FAIVRE  
Marie-Pierre GLEIZES à Jean-Bernard CHEVALLIER  
Sébastien ROSTAN à André CLEMENT  
Marie-Ange SCANO à Jean-Luc PALÉVODY  
Divine NSIMBA LUMPUNI à Marie-Pierre DOSTE  
Céline CIERLAK-SINDOU à Christophe ROUSSILLON  
Patrice BROT à Frédéric MERELLE  
Jean- Pierre PERICAUD à Laure TACHOIRES  
Bernard HOARAU à Henri AREVALO*

**Début de séance :** 20h30

**Fin de séance :** 22h45

#### **Absents :**

*Gisèle BAUX, Maryse CABAU, Francis ESCANDE, Jonathan CABAU et Francine JULIE.*

**M. LE MAIRE** ouvre la séance du conseil municipal, salue et remercie les membres présents, fait l'appel, arrête le nombre des conseillers présents, constate le quorum, le nombre de pouvoirs, le nombre de votants et le nombre d'absents.

Il invite ensuite le conseil à nommer celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de secrétaire. M. ARCE est désigné.

En préambule, M. LE MAIRE propose l'adoption des comptes-rendus des réunions du 13 septembre et du 18 octobre 2018.

**M. BROT** indique que dans le compte-rendu du 13 septembre, page 2, il est fait mention du groupe « Ramonville Autrement » alors qu'il n'y a aucun groupe politique de ce nom sur ce mandat. Il s'agit plutôt de « Ramonville d'Avenir ».

**M. LE MAIRE** répond que cette erreur sera modifiée et demande s'il y a d'autres remarques. Ils répondent par la négative.

**M. LE MAIRE** propose ensuite d'avancer dans l'examen des questions et demande aux conseillers si parmi les questions proposées sans débat, ils souhaitent que certaines soient discutées.

Ils répondent par la négative.

Il propose en suivant de passer à l'ordre du jour.

## **1 PRISE D'ACTE - PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES**

**M. LE MAIRE** expose :

*« La Chambre Régionale des Comptes Occitanie a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Ramonville Sainte-Agne pour les exercices de 2013 à 2018.*

*Le contrôle a été engagé par lettre du 1<sup>er</sup> octobre 2018.*

*Par courrier du 5 novembre 2019, la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a transmis à Monsieur le Maire le rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Ramonville Saint-Agne.*

*Conformément aux articles L. 243-5 et L. 243-6 du Code des Juridictions Financières, le rapport d'observations définitives accompagné de la réponse écrite du Maire sont communiqués au conseil municipal lors de sa plus proche réunion et donne lieu à un débat.*

*Ce rapport fait donc l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de cette séance du conseil municipal du 26 novembre 2019 et a été joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée.*

*Il est demandé aux membres du conseil municipal de prendre acte, d'une part de la communication de ce rapport et d'autre part de la tenue du débat portant sur ce rapport. »*

Après lecture de la note, **M. LE MAIRE** souhaite, avant d'entamer les débats, rappeler le calendrier de présentation du déroulé de l'étude faite par la Chambre Régionale des Comptes.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018, nous avons été sollicités par la Chambre Régionale des Comptes pour une notification du contrôle sur les exercices 2013 à 2018. Ensuite, il y a eu une période d'échanges entre la CRC et la collectivité sur l'ensemble des pièces qu'ils souhaitaient, ect...

Un premier rapport d'observations provisoire a été remis en mai sur lequel la commune a fait un certain nombre de remarques qui ont été soit intégrées au rapport, soit qui ont été annexées à

celui ci.

Il y a eu ensuite un premier rapport d'observations définitives qui a été publié le 26 octobre 2019. La commune a fait un certain nombre de remarques qui sont annexées au rapport définitif donc vous avez eu connaissance dans le dossier du conseil.

Enfin, la Chambre Régionale des Comptes a publié son rapport définitif le 20 novembre 2019 pour qu'il soit soumis au premier conseil municipal suivant donc la date de réception.

Avant de démarrer les débats, M. LE MAIRE fait un rappel sur les procédures qui sont liées aux contrôles des Chambres Régionales des Comptes ; seul le rapport définitif a le droit d'être publié légalement et donner aux conseillers municipaux avant présentation de celui-ci en conseil municipal. Cette précision répond à la question de M. PERICAUD posée en conférence des présidents. Il souligne que la commune a un peu dérogé à cette règle puisqu'elle a quand même présenté le rapport 2 au moment de la commission des finances qui a eu lieu la semaine du 11 novembre à laquelle aucun groupes d'opposition étaient présents.

Il présente ensuite le contenu du rapport qui s'articule autour de 4 points.

Tout d'abord le portrait du territoire, ensuite la situation financière et comptable, la gestion des ressources humaines et un point spécifique concernant la restauration collective puisque la Chambre Régionale des Comptes est actuellement en train d'analyser, suite à une demande nationale, l'ensemble des restaurations collectives dans les collectivités territoriales.

Il commence donc par le portrait du territoire. La Chambre Régionale des Comptes met en avant plusieurs spécificités. D'abord le positionnement de la commune ; territoire périurbain, première couronne, bonne accessibilité, positionnement stratégique par rapport à l'ensemble de l'agglomération toulousaine, territoire économiquement attractif puisque la commune a un bon équilibre entre le taux d'emploi et l'habitat. Il note également une croissance démographique en hausse, + 16% entre 2011 et 2016, après des années de stagnation, du fait notamment de l'arrivée du métro et d'une politique volontariste en matière de logement social puisque la Chambre Régionale des Comptes souligne que la commune est passée de 14% à 23% de logements sociaux entre 2013 et 2017. La Chambre Régionale des Comptes constate aussi une recomposition sociologique et l'analyse par le fait que la commune ait eu cette politique volontariste en matière de logement social et note un haut niveau d'équipements et de services à la personne, conforter notamment par un certain nombre d'investissements sur lesquels il reviendra, qui sont contenues dans le rapport.

Il fait un point ensuite sur la situation financière et comptable. Sur ce rapport de 97 pages, il y a un élément qui est important, la synthèse mais il y a également un élément qui est extrêmement important : les recommandations. En effet, il s'agit des recommandations qui sont faites par la Chambre Régionale des Comptes concernant l'analyse de la situation financière de la collectivité. La commune a 8 recommandations, de différents niveaux et sous différentes thématiques. L'objet de la présentation est d'essayer ici de mettre en exergue les différentes recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, de voir aussi comment la commune y a répondu. Il précise qu'il reviendra sur l'ensemble de ces recommandations car ce qui est le principal dans un rapport de la Chambre Régionale des Comptes, c'est bien ses recommandations.

La Chambre Régionale des Comptes a identifié les points forts ; une information budgétaire et un suivi des dépenses d'équipement satisfaisantes mais souligne qu'elle doit être perfectible, une bonne exécution des dépenses d'équipement avec un taux de réalisation moyen de 80%, un encours de dette maîtrisée et pas de recours à l'emprunt sur les années 2015, 2016 et 2017 et enfin un effort de maîtrise des charges à caractère général. Sur les points de vigilance, et ça fait l'objet des recommandations de la part de la Chambre Régionale des Comptes, le suivi patrimonial qui est amélioré. Il rappelle que quand on parle de suivi patrimonial, on parle de l'ensemble des biens de la collectivité, leur identification et dans les années à venir l'autofinancement qui sera plus compliqué du fait notamment des baisses de ressources que nous avons eu ces dernières années et des baisses de dotations que nous pouvons aussi anticiper, puisque même s'il est affiché au niveau national qu'il n'y n'aura pas de baisse de dotations, l'enveloppe étant normée, elle est répartie à effectifs constants en termes de collectivité mais l'augmentation de la population, en fonction des communes, peut avoir une influence ; Il rappelle d'ailleurs que c'est ce qui fait que l'année dernière la commune avait perdu encore 70 000 euros de DGF. Il souligne qu'il y a des réformes en cours, notamment la question de la réforme des retraites, qui aura une implication très forte notamment sur la maîtrise de la masse salariale de la collectivité dans les années à venir puisque

c'est une problématique qui est déjà relevé par la Chambre Régionale des Comptes sur la question du vieillissement des agents de la collectivité.

Il souhaite à présent aborder le 3<sup>ème</sup> point qui est la gestion des ressources humaines.

En points forts, il est donc indiqué une présence nombreuse des filières au sein de la de la collectivité. La Chambre Régionale des Comptes a pointé notamment des particularités liées à la commune puisqu'on a en gestion deux ports à rayonnement régional. C'est une particularité de la commune pour cette strate là ; c'est-à dire que ce n'est pas une habitude qu'on peut avoir dans des communes périurbaines d'avoir ce type de gestion. Enfin, Ils ont souligné aussi une politique volontariste en matière de reclassement et de maintien dans l'emploi.

Sur les points de vigilance évoqués par la Chambre Régionale des Comptes, il y la question des charges de personnel. M. LE MAIRE indique que dans les échanges que la commune a eu avec la Chambre Régionale des Comptes, la commune a rappelé qu'elle avait intégré l'ensemble des effectifs du Foyer Résidence entre 2016 et 2017 et que par conséquent il fallait regarder l'évolution de notre masse salariale à périmètre constant sinon il y avait une erreur d'analyse qui était patente. Elle constate également qu'on a le glissement vieillesse technicité qui est un peu supérieur à la moyenne nationale puisqu'il est de 3,3 alors que la moyenne nationale est à 2,3. Aussi, elle attire notre attention sur ce glissement vieillesse technicité qui est un enjeu important pour cette collectivité du fait notamment de sa structure dans la pyramide des âges. On a des agents de catégorie C , d'âge moyen 50 ans, qui peut entraîner dans des métiers qui sont difficiles, plus de maladie ordinaire et plus d'accidents du travail. Cela peut donc avoir des problématiques particulières sur la question de la gestion des ressources humaines puisque cela implique des remplacements, voir des reclassements, ect... Reclassement qui sont d'ailleurs mis en avant par la Chambre Régionale des Comptes sur une politique qu'elle souhaite que nous puissions confirmée et confortée. M. LE MAIRE indique qu'il souhaite faire un commentaire qui n'a pas été fait par la Chambre Régionale des Comptes et qui lui paraît un peu particulier c'est qu'effectivement, arriver à maîtriser un glissement vieillesse technicité est assez difficile quand on a une pyramide des âges qui est déjà constitué de personnes qui sont plutôt en fin de carrière par rapport à d'autres qui seraient plutôt début de carrière et donc aurait un poids sur la rémunération un peu moindre. Mais il y a un élément que ne souligne pas la Chambre Régionale des Comptes et qu'il lance au débat :

Ainsi le gouvernement est en train de réfléchir à une réforme des retraites, à repousser l'âge de départ à la retraite en augmentant le nombre d'annuités et qu'une collectivité comme la nôtre va être totalement soumise à cette réforme sur les retraites. En effet à l'heure d'aujourd'hui nous avons des agents qui pensent partir à la retraite et qui, quelques mois avant, disent finalement je vais aller un peu plus loin ou je vais aller jusqu'au maximum ou je peux aller. Il souligne qu'il y a de plus en plus d'agents qui font ces démarches là parce qu' effectivement cette cette logique de repousser l'âge de départ à la retraite fait que quand ils font le compte de leurs pensions, ils s'y retrouvent pas. Cela peut s'entendre et c'est humain. Mais la vraie difficulté c'est qu'effectivement on ne peut pas faire le reproche à la collectivité de pas maîtriser son glissement vieillesse Technicité et en même temps lui dire vous allez garder les agents plus longtemps, plus âgé sur des métiers qui sont de plus en plus durs avec l'âge. Ce sera donc un enjeu effectivement des années à venir et comme solution il plaidera d'abord pour le fait qu'on revienne à une retraite qui soit prise plus tôt. Cela déjà nous permettra de régler un certain nombre de difficultés. Il n'en reste pas moins qu'il sera nécessaire d'approfondir et la Chambre Régionale des Comptes y insiste dessus. Elle souligne notre politique volontaire en matière de reclassement, d'accompagnement des agents mais elle souhaite que cette politique soit élargie notamment sur les agents de prévention de la collectivité. Il a été répondu à la Chambre Régionale des Comptes que c'était en cours puisque nous avons plus d'agents de prévention et d'accroître notamment notre politique en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences de façon à faire en sorte qu'on puisse avoir un système de formation qui permette d'anticiper les reclassements éventuels des agents dans les années à venir.

Sur les points de vigilance, elle a insisté sur le règlement intérieur et un suivi des congés et du temps de travail à améliorer. Il rappelle à ce sujet que la collectivité a, et c'est indiqué dans le rapport, un système de congés qui est supérieur au droit. La commune a répondu qu'elle attendait le retour la loi "Transformations de l'action publique" et de sa cinquantaine de décrets qui devrait devoir redonner un cadre aux collectivités sur cette question du temps de travail. Il rajouterait un point, c'est que cela ne peut pas se faire sans un dialogue social au sein de la collectivité car

supprimer des jours de congés dans un fonctionnement d'une collectivité, ça ne se fait pas sans avoir une discussion avec les partenaires sociaux et donc comme nous y sommes extrêmement attachés nous l'avons indiqué à la chambre régionale des comptes.

Enfin, nous avons un point concernant la restauration collective.

Il y a beaucoup de points forts. Un gros travail a été effectué depuis de nombreuses années sur la restauration collective et la Chambre Régionale des Comptes note une fréquentation en hausse. On a 1 200 repas qui sont livrés par jour dans les écoles. C'est un service qui est ouvert à tous et sans restrictions ; c'est aussi cela notre marque de fabrique et notre politique. Pour la majorité, l'accès à la restauration scolaire doit être pour toutes et tous avec une tarification sociale et c'est noté par la Chambre Régionale des Comptes. Elle a noté la formation des agents de restauration pour apprendre la langue des signes afin d'accueillir les enfants malentendants. Ils ont également noté des menus équilibrés, des menus végétariens chaque semaine et des alternatives sans viande chaque jour, l'association des enfants au choix des menus à la sensibilisation à la lutte contre le gaspillage et à la saisonnalité des produits, une lutte proactive contre le gaspillage alimentaire et notamment l'installation de composteurs dans les écoles et enfin une certification ECOCERT avec une forte augmentation de la part de nos produits bio. Elle relève donc une forte politique sur cette question là puisque nous sommes aujourd'hui à un peu plus de 24%, 15% de produits locaux et 5% de Label ; en gros 40% de notre approvisionnement se fait au travers ces 3 filières. Cela va d'ors et déjà au-delà de la loi EGalim qui vient juste d'être publiée puisqu'elle demande aux collectivités d'avoir 20% de produits bio en 2022. L'objectif est donc déjà dépassé mais cela n'empêchera pas la commune d'aller plus loin encore.

Un seul point de vigilance selon la Chambre Régionale des Comptes qui concerne le coût des repas ; pas tant le coût dans sa production mais plutôt de la participation. Pour M. LE MAIRE, c'est un débat politique, c'est à dire qu'effectivement la commune a une tarification sociale qui fait le que le premier prix du repas est à 50 centimes. Il n'y a pas de gratuité mais il y a une contribution faible qui est une tarification effectivement sociale et qui a un impact effectivement sur le budget de la collectivité. Nous considérons que chaque enfant doit pouvoir avoir un repas équilibré, au moins, par jour et nous nous engageons à leur fournir.

Enfin, pour terminer, M. LE MAIRE souhaite revenir sur les 8 recommandations qui sont faites par la Chambre Régionale des Comptes et les réponses que la commune lui a fait de façon à pouvoir amener des éléments nécessaires.

Première recommandation, "mettre à jour l'inventaire du budget principal et des budgets annexes en collaboration avec le comptable public". La démarche a été engagée en avril 2019, après la parution du rapport intermédiaire. La commune a recruté un agent au 1er avril sur cette compétence là de façon à pouvoir engager cette démarche d'amélioration de notre inventaire.

Deuxième recommandation, "constater comptablement en collaboration avec le comptable public les mises à disposition des biens dans le cas des transferts de compétences au Sicoval". Là aussi, cette démarche a été initiée avec le Sicoval. Effectivement, lors du transfert de compétences en 2012, l'ensemble des biens n'ont pas été totalement référencés et mis à disposition, ce qui n'est pas anormal compte tenu de l'urgence dans laquelle cela c'est fait. En tout cas, ce qui est sûr, et d'autres collectivités du Sicoval sont concernées d'ailleurs, quand la commune fera un rapport intermédiaire de ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes, on verra des évolutions.

Troisième recommandation concernant les associations qui bénéficient d'une aide financière d'un montant supérieur à 23 000 euros. Les associations qui sont actuellement concernées sont ARTO, le COS, Ramonville Ciné et Regards. La commune proposera aussi certainement de faire cette même convention avec la Ferme et 50 puisqu'elle a une subvention qui est relativement proche (22 400 euros) et qu'elle a aussi des mises à disposition de locaux. Il rappelle qu'à l'heure actuelle, la commune a engagé cette démarche notamment avec l'association ARTO, comme ils ont pu le voir lors du conseil municipal du 27 juin 2019 et est en train de travailler aux autres. Il souligne qu'il y en a une en particulier sur laquelle il va y avoir un travail qui sera un peu différent et qui ressemblera à celui avec ARTO, c'est la recommandation numéro 4 "mettre en place une convention de mise à disposition du personnel avec l'association exploitant le cinéma art et essai prévoyant le remboursement des frais de personnel". La commune sera donc sur la même logique : il y a actuellement un argent qui est mis à disposition de cette association pour le fonctionnement du cinéma L'Autan. Il sera fait les mêmes processus qu'avec l'association ARTO.

M. LE MAIRE passe ensuite à la cinquième recommandation sur laquelle la commune n'a pas la même interprétation que la Chambre Régionale des Comptes. Cela lui a été indiqué et elle n'a pas forcément retenue notre position. Concernant cette recommandation "régulariser la mise à disposition du personnel auprès de la Résidence Autonomie, la commune a donc demandé à l'Agence Technique Départementale et au Centre de Gestion de nous donner une année juridique claire sur la façon dont on peut régler cette question avec la Chambre.

La 6<sup>ème</sup> recommandations "mettre en place un régime du temps de travail conformes à la réglementation". M. LE MAIRE rappelle qu'il l'a évoqué précédemment.

La 7<sup>ème</sup> recommandation "adapter le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour le mettre en conformité avec la réglementation". Il rappelle que la commune a délibéré à plusieurs reprises notamment en intégrant à chaque fois les différentes remarques qui nous ont été faites. Le RIFSEEP est donc actuellement en cours et c'est donc d'ors-et-déjà réglé.

La 8<sup>ème</sup> recommandation "mettre en place une convention avec le Sicoval pour la réalisation et la livraison de repas, déterminant le calcul du prix coûtant des repas facturés, qui inclus les charges indirectes". Cette démarche est en cours. La commune a engagé des réunions en interne en juillet et en octobre dernier ; cela doit se finaliser sur 2020.

Pour conclure, M. LE MAIRE indique que sur les 8 recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, le tableau joint permet d'avoir un récapitulatif de savoir où la commune en est, si c'est avancée, si ça n'a pas encore démarré ou si ça doit être mis en œuvre en 2020. Il termine en indiquant qu'après la publication de ce rapport de manière officielle, la collectivité doit, un an après, présenter en conseil municipal l'avancée des travaux sur les 8 recommandations qui ont été faites.

**Mme TACHOIRES** souhaite réagir sur le constat d'augmentation de l'écart de richesse à l'intérieure de la population lié aux nouveaux quartiers qui ont été construits et donc à un rapport disons entre les déciles les plus riches et les déciles les plus pauvres qui est notablement en hausse et qui nécessite qu'on garde un équilibre difficile entre une nécessaire et une ambitieuse politique sociale qui permette aux plus fragiles et aux plus pauvres d'accéder à la fois aux équipements communaux, aux cantines, ect... et en même temps de gérer des finances qui sont plutôt en dégradation et en tout cas en termes de prospective qui sont un peu inquiétantes jusqu'à arriver à une capacité d'autofinancement négative sur les années 2022 et 2023. Cela va donc nécessiter un effort collectif d'imagination qui lui apparaît important et qu'elle voulait souligner. C'était juste une remarque sur le contexte dans lequel la nouvelle majorité devra travailler.

Ensuite elle s'étonne un peu des écarts en termes d'investissements sur les inventaires et souhaite savoir pourquoi la commune n'a pas des inventaires qui sont aussi clairs que ça. Elle demande si c'est lié à un historique difficile et quelles sont les difficultés qu'on rencontre pour avoir des inventaires qui soient bien à jour dans les comptes. Il est important d'avoir des comptes sur lesquels on puisse compter. Aujourd'hui il y a un certain nombre de flou artistique sur certains points d'inventaire dans les comptes de la commune, notamment sur les amortissements de tous les frais d'études qui ne sont pas apurés. Elle trouve cette situation un peu étonnante et voudrait avoir un commentaire de la part de M. LE MAIRE sur ce sujet.

**M. AREVALO** a plusieurs remarques.

Premièrement sur la question des personnels tels que c'était exposé, il faut bien admettre que l'exercice était compliqué et il pense que quelle que soit la municipalité qui aurait été confrontée à la gestion aurait été confrontée au même problème et très certainement à la même difficulté sur la question effectivement des retraites. C'est pas tant la modification probable du régime des retraites qui est préparé c'est simplement le système actuel des bonus-malus générés par les anciennes lois sur les retraites qui fait que plus on reste plus on augmente sa retraite et si on part trop vite on la diminue. Il regrette que les gouvernements de gauche, quand ils ont eu tous les pouvoirs, n'aient pas remis ça en cause car c'est un système extrêmement pervers. On est tous confrontés d'ailleurs à cette situation parce qu'effectivement c'est assez humain de regarder comment on peut s'assurer une retraite qualitative. Donc sur la question de la gestion du personnel, la Chambre Régionale des Comptes pointe qu'on est en régie et tant mieux qu'on le soit même si il pointe que la commune a commencé avec la convention avec ARTO à se dégager de ce principe là. Il

pense qu'effectivement le fait d'assumer en régie un certain nombre de services à la population est une bonne orientation qui est d'ailleurs celle de la commune de Ramonville depuis des années. Il espère qu'elle sera maintenue parce que c'est quand même la défense du service public qui est en cause.

Sur la question des charges de centralité, que relève la Chambre Régionale des Comptes, il est étonné que Mme FAIVRE, pour qui c'était la préoccupation historique depuis des années ne l'ai pas pointée. Effectivement on peut considérer que la Chambre Régionale des Comptes nous envoie un message et que donc, si on pouvait faire en sorte que l'intercommunalité ou les communes qui sont autour, nous aide à faire fonctionner un certain nombre de service qui sont mis à la disposition des habitants non Ramonvillois, comme la piscine, le cinéma ou la médiathèque, on trouverait là sans doute source à un certain nombre d'économies. Il pense que c'est un dossier qui devra être traité également par la future équipe municipale pour voir comment on peut aller vers un dispositif mais il craint aussi que Ramonville est historiquement freinée sur ce dossier la car on y voit aussi une forme de notoriété à pouvoir assumer ça et une volonté de contrôler effectivement ces services là car dès lors qu'on amène l'intercommunalité à s'en saisir, il est vrai qu'on a moins de prise potentiellement sur ce qui se passe.

Il note que finalement un certain nombre de remarques qui ont été évoquées, relèvent finalement de procédures technico-administratives qui auraient pu être réglées depuis longtemps d'autant plus que notre maire est un ancien Directeur Général des Services. Théoriquement, il aurait dû être alerté sur le fait qu'il y a un certain nombre de procédures qui visiblement n'ont pas été amorcées avec regret peut-être car les recommandations qui sont faites ne relèvent pas tant du politique mais de la technique ou de la gestion technico-administratives. On a donc en lieu à s'interroger pourquoi cette commune qui dispose quand même de ressources humaines et donc de compétences sur ces questions-là, n'a pas pris en charge ces questions là depuis plusieurs années et a donc laissé finalement s'installer certains éléments ce type là. Parfois la Chambre Régionale des Comptes est contestée dans sa compétence mais il pense que le rapport qui est fait là donne un certain nombre d'indications. Il sera précieux pour les équipes qui arriveront en mars 2020 qui auront intérêt de bien l'étudier et rapidement prendre les décisions pour que la commune de Ramonville est la meilleure gestion possible au service des populations.

**M. LE MAIRE** ne sais pas comment il doit prendre ce que vient de dire M. AREVALO ; soit un compliment sur la compétence du maire puisque, comme il l'a indiqué, il a été DGS, soit il souligne, et dans ce cas M. LE MAIRE n'est pas d'accord avec lui, que les services de la mairie ne font pas correctement leur travail et en l'occurrence le Directeur Général des Services. Pour M. LE MAIRE ce n'est pas le cas.

Très honnêtement et pour répondre à la question de Mme TACHOIRES, ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes ne dit rien qui soit grave sur la question de la gestion financière de cette collectivité. Comme M. AREVALO, il pense que ce n'est que du technico-administratives. Le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, effectivement dans son analyse, ne relève pas de mauvaise gestion, d'insincérité, de comptes truqués, ect... comme ça peut arriver. On a donc effectivement des ajustements technico-administratives et financiers à faire et on a aucune difficulté sur la question des marchés publics comme cela se pose dans d'autres endroits. Il n'y a aussi aucune difficulté sur la question de l'évolution de nos personnels puisque la Chambre Régionale des Comptes va même jusqu'à dire dans son rapport que l'on a eu moins 5 ETP sur la période d'analyse. Par contre, elle alerte sur le GVT. Très honnêtement, car après il va y avoir les retours que chacun pourra faire dans la presse par exemple et il reviendra sur un article qu'il a vu il y a quelque temps sur la question de la Chambre Régionale des Comptes, il ne voit pas une Chambre Régionale des Comptes dire à une collectivité de ne pas faire attention à l'évolution de sa masse salariale dans les années à venir. En effet, l'objectif de la Chambre Régionale des Comptes est de contraindre le fonctionnement des collectivités. Aussi, si on est dans un débat qui est vraiment transparent, entre nous on peut se dire que c'est une remarque tout à fait logique et tout à fait normale. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas la prendre en compte, qu'il ne faut pas travailler dessus, que la question de la prévention n'est pas essentielle, ect... Là-dessus nous sommes d'accord. D'ailleurs, la Chambre souligne que la commune a déjà fait des efforts et qu'il faut continuer. Elle note aussi que l'on a maîtrisé nos dépenses puisqu'elle note une baisse des charges de fonctionnement sur la période ; c'est important a souligné.

Elle constate aussi un fort désendettement de la collectivité et une réendettement qui est lié au fait que l'on a besoin d'équipements publics nouveaux car on a un apport de population supplémentaire. Il rappelle, pour ceux qui ont vécu le précédent rapport de 2001, que la Chambre Régionale des Comptes signalée dans ses recommandations, la question de l'endettement de la collectivité ; onze millions d'euros à l'époque. Ça fait 18 ans et nous sommes en dessous de l'endettement d'il y a 18, donc fort désendettement. En même temps, on a réussi à équiper la collectivité et cela en ayant des pertes de recettes.

Il note une remarque très juste de la part de Mme TACHOIRES sur la question de la modification sociale de la collectivité. Il indique que la majorité l'assume complètement, c'est liée à sa politique. D'ailleurs, il se permet de rappeler qu'en page 12, comme a du le lire avec attention M. BROT, il est indiqué que la commune doit respecter la loi 2013-61 du 18 janvier 2013 qui précise qu'on doit avoir 25% de logements sociaux d'ici 2025. Donc effectivement, cette politique de la collectivité a amené cette modification là. Il note qu'il est indiqué en page 17 et il cite "la plus grande mixité sociale et la croissance des inégalités de revenus de la population sont susceptibles de fragiliser le lien social. La commune consciente de ces enjeux a conduit une réflexion sur sa politique sociale afin de faire évoluer son offre. Elle a investi aujourd'hui un champ d'action nouveau pour elle : accompagnement de la précarité, gestion urbaine de proximité, travail de rue", mais ça ne veut pas dire qu'il faut s'arrêter là. Effectivement, il est complètement d'accord avec cette analyse et il rajoute, mais on peut pas faire prospectives politique dans un rapport de la Chambre Régionale des Comptes, qu'il approuve et qu'il faut aller plus loin encore. C'est-à-dire qu'effectivement, on doit renforcer nos dispositifs d'accompagnement social sur la collectivité.

**Mme FAIVRE** est un peu surprise de la réflexion disant que la commune n'aurait peut-être pas été assez volontariste dans le fait de travailler sur les charges de centralité. Elle indique que c'est quelque chose qu'elle a porté dès qu'elle a été conseillère intercommunale avec M. Robert GENDRE. Elle rappelle qu'elle s'est souvent fait recadrer car il fallait ne pas parler de charges de centralité parce qu'on estimait que la solidarité s'exerçait des communes les plus importantes vers les plus petites. Elle croit qu'elle avait bien compris, en étant à la commission des finances, les conséquences de ne pas tenir compte de toutes ces charges de centralité dans la DSC. Un travail a été fait pendant plusieurs années mais elle ne se souvient pas s'être senti très soutenue par certains conseillers communautaires. Elle souligne qu'elle a eu le soutien du maire actuel ainsi que de son prédécesseur. Elle voulait le préciser car ce sujet lui avait pris beaucoup de temps de travail mais c'était un black-out total de la part du Sicoval.

**M. LE MAIRE** indique à M. AREVALO qu'il y a 2 choses pour la collectivité. Il y a la question des charges de centralité et la question des compétences.

Sur les compétences, il indique que la majorité assume le fait d'avoir été contre et assume encore aujourd'hui d'avoir été contre car tout ce qu'ils ont dénoncé à l'époque se déroule. Il le dit officiellement et publiquement, le président du Sicoval le sait, sa collègue Mme DOSTE dans ses fonctions au Sicoval le dit en permanence ; on n'a aucun problème avec cela mais les charges de centralité c'est différent, c'est pas les compétences.

On peut transférer des charges de centralité, des bâtiments, ect... qui sont à leur sens de rayonnement intercommunale sans pour autant transférer les compétences associées, la culture, le sport, ect... Il indique que la majorité a toujours porté le débat et continue à le faire. Elle est complètement d'accord avec le rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur ce point là, sur le fait qu'il faut avoir un vrai débat sur la question des charges de centralité. La difficulté que l'on a à Ramonville, c'est que le Sicoval nous demande si au final nos charges de centralité sont plus tournées vers l'intercommunalité du Sicoval que vers Toulouse. On a là parfois des discours qui sont un peu différent ; c'est à dire qu'au moment où il y a eu le débat à savoir si Ramonville pouvait quitter le Sicoval, on disait "non vous êtes très tourné vers le Sicoval" et quand on aborde la question des charges de centralité on dit "il y a quand même beaucoup de gens qui utilisent vos équipements et qui sont des toulousains, donc on ne fait pas de charges de centralité." On a donc une vraie difficulté de positionnement pour le coup car à chaque fois on est tiraillé entre ces 2 positionnements. Il est vrai qu'il y a effectivement beaucoup de toulousains qui utilisent les équipements publics de notre commune voir même parfois plus de toulousains que d'habitants du Sicoval. Dans ce cas là alors, c'était le débat de 2010 avec la question de la zone d'influence de



Ramonville. Il ne va pas réouvrir ce débat mais c'est effectivement la problématique qu'on nous a affichée, à chaque fois, sur la question des charges de centralité.

**M. AREVALO** indique à M. LE MAIRE qu'il a laissé entendre qu'il disait que le personnel n'était pas compétent. Au contraire, il a dit qu'il y avait des ressources humaines qui pouvaient faire. Simplement, de son point de vue, c'est au maire de donner les directions et de donner le rythme de travail. Il dit donc simplement qu'en tant qu'ancien DGS, et actuellement encore cadre de la fonction publique territoriale, il appartenait au maire de donner un certain de direction pour que ces problèmes là puissent être traités.

Sur les charges de centralité, il souligne qu'il n'a pas indiqué que Mme FAIVRE ne s'était pas battue là-dessus mais que justement c'était un des sujets de préoccupation qu'elle avait depuis très longtemps et donc ne pouvait que saluer. Il indique qu'il a lui aussi été très favorable à ce genre de choses depuis longtemps et rappelle que quand il était vice-président à la culture et aux sports, il a travaillé autant qu'il a pu pour qu'effectivement on arrive à prendre conscience, au niveau du territoire du Sicoval, qu'il y avait un certain nombre de fonctions assumées par la commune de Ramonville et puis par d'autres aussi d'une façon plus limitées, et qu'il y avait un effort à faire du point de vue intercommunal par rapport à ça. L'équilibre entre Toulouse et Ramonville et c'est pas le même qu'entre Ramonville et le reste du Sicoval parce que les flux de services entre les habitants de Ramonville et ceux de Toulouse doivent être à peu près équivalents ; c'est à dire que les habitants de Ramonville vont aussi beaucoup prendre des services à Toulouse et on peut donc imaginer qu'il y a un équilibre qui s'opère sur ces flux de services. Après, par rapport au Sicoval, c'est un peu différent parce qu'effectivement on est une commune qui joue, même si elle est pas la commune centre, une fonction réelle de centralité sur un bassin de vie autour et c'est de ce point de vue là qu'il devrait y avoir rééquilibrage financier. Pour lui, au final, la vraie question c'est la suivante : soit on est dans une logique très communaliste et on continue à penser que c'est la commune qui doit être prédominante dans la gestion publique des territoires, soit on est beaucoup plus communautariste et donc plus favorable à ce que l'intercommunalité absorbe progressivement les communes parce qu' on est dans une situation en France, assez paradoxal, avec 35 000 communes et donc ce qui peut avoir certains avantages en terme de gestion pose rapidement des limites. On aurait pu imaginer, comme cela avait été imaginé sur le territoire du Sicoval, qu'il n'y ait que 5 ou 6 communes avec des fusions de communes et là on était dans une unité beaucoup plus optimal en terme de gestion.

Un des éléments qui n'a pas été pas évoqué, mais qui est quand même écrit dans la synthèse de la Chambre Régionale des Comptes, c'est celui de l'autofinancement. Effectivement, il est dit qu'il y a eu une forme de désendettement mais en même temps c'est facile de plus s'endetter ; il suffit de ne plus investir. On ne fait plus rien et mécaniquement on se désendette. Donc effectivement la commune c'est désendettée mais il pense, même si M. LE MAIRE a indiqué qu'il y avait eu beaucoup de choses de faites, que sur les 12 ans de mandat, en termes de réalisations, quand on compare à d'autres communes, finalement le nombre de réalisations reste quand même relativement limité par rapport à ce qu'une commune de 15 000 habitants pouvait éventuellement engagée. Mais la réponse, elle est simplement dans l'autre phrase de la Chambre Régionale des Comptes qui pointe qu'effectivement le niveau des investissements est directement lié à l'autofinancement, c'est à dire à la capacité que nous avons à prélever dans le budget de fonctionnement de la réserve financière qui finalement nous permet à la fois de nous désendetter et de continuer à investir. Là effectivement, il y a quand même une phrase qui est assez forte qui pointe que le niveau d'autofinancement pourrait s'effondrer radicalement. C'est quelque chose qui avait été pointé il y a un certain temps et où la commune était plutôt autour d'un million d'euros. Il se souvient qu'il y avait eu une analyse financière qui nous avait ramené potentiellement en termes de perspectives à 500 000 euros et là effectivement c'est une vraie question. La réponse elle est à la fois à savoir au niveau de nos charges de fonctionnement et à la fois au niveau de nos recettes. C'est vrai que de ce point de vue là, les dernières années, avec la baisse de dotations de l'État, le fait d'avoir une recette inférieure n'aide pas à cela. Ce n'est donc pas un reproche car il pense que quelque soit la municipalité qui aurait géré, elle aurait été confrontée également à ce problème. Toutefois, cela veut dire concrètement qu'aujourd'hui, par rapport à cette alerte de la Chambre Régionale des Comptes, la future équipe municipale devra dès le départ, observer et regarder comment on peut rétablir un autofinancement relativement suffisant car cette commune est en train de croître à

vitesse grand V avec pratiquement 25% d'augmentation de la population, ce qui est beaucoup. Cela pose vraiment une difficulté à venir car les populations nouvelles apportent un peu de recettes, mais peut-être pas aussi de façon aussi dynamique que les populations déjà en place pour plein de raisons. Il y a donc là effectivement matière à travail pour la future municipalité, quelle qu'elle soit, car il croit que cette capacité à autofinancement est décisive et déterminante pour l'avenir de Ramonville.

**M. LE MAIRE** est toujours étonné par la capacité que M. AREVALO a à présenter les choses alors que nous avons les écrits devant nous. Il parle de 25% d'augmentation de la population alors que le rapport la Chambre Régionale des Comptes nous dit que c'est 16%.

M. LE MAIRE indique qu'il veut bien qu'on fasse la politique de cette façon là, mais ce n'est pas sa façon de faire. Il pense qu'il faut être en politique honnête et transparent dans ce qu'on manipule et qu'on les manipule avec prudence et surtout, quand c'est écrit dans le rapport la Chambre Régionale des Comptes, d'au moins prendre le soin de les regarder.

Sur la question des investissements, il se dit stupéfait car pour avoir vécu les prises de parole de M. AREVALO à chaque budget, au débat d'orientation budgétaire depuis 2008 maintenant, il disait qu'il fallait ralentir, que la municipalité faisait trop de choses, qu'elle avait un programme pluriannuel en investissement trop important et aujourd'hui il entend que la majorité n'a rien fait.

Il rappelle et invite M. AREVALO à lire la page 36 de la Chambre Régionale des Comptes pour lui préciser 2 choses.

D'une part, ce que M. AREVALO écrivait et qui a fait l'objet ici de plusieurs débats en conseil municipal à savoir que le château de Soule avait coûté six millions d'euros. La chambre Régionale des comptes écrit que ces 4,3 million, ce que M. LE MAIRE a toujours dit. Aussi, il demande à M. AREVALO d'utiliser les chiffres qui sont les chiffres réels. Au-delà de ça, le rapport indique que la commune dispose d'un plan pluriannuel d'investissement qui s'élève à 31 millions d'euros. Aussi, il fait remarquer à M. AREVALO que s'il dit que 31 millions d'euros sur 6 ans alors qu'il plaide pour trois millions par an sur 6 ans, soit dix-huit millions d'euros, ce n'est pas un plan pluriannuel volontariste, il ne le comprends plus par rapport à ces propres positions. Il rappelle que M. AREVALO a toujours dit en conseil municipal qu'il fallait trois millions ou trois millions et demi. Aussi, il ne peut pas le laisser dire que ce n'est pas volontariste. A la limite, il peut dire l'inverse, que c'est trop volontariste et que ça peut mettre en difficulté la commune et là il y a un débat ; mais il ne peut pas dire toujours en même temps que la municipalité ne fait rien et qu'elle s'endette en faisant trop. Aussi, il aimerait une clarification de la part de M. AREVALO sur ce point là.

Après, il souhaite revenir sur un point aborder par Mme TACHOIRES à savoir la prospective financière. Là aussi, prudence. Quand la Chambre Régionale des Comptes fait son rapport, elle l'a fait avec la prospective financière du mois de janvier 2019. Or, comme on le sait, la prospective financière évolue quasiment chaque mois car il y a des investissements qui sont reculer, un problème sur un marché, ect.... Il y a donc de nombreux impondérables.

Aussi, si on regarde la prospective et le débat d'orientation budgétaire, on peut voir déjà que le rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la question de la prospective n'est déjà plus exact ne serait ce que par rapport à l'année 2019 d'ailleurs, c'est à dire le résultat de cette année qui a été un peu anticipé. Nous sommes le 26 novembre et il reste donc un mois, et à moins qu'il y ait une grosse catastrophe financière, on a déjà notre bilan de l'année 2019 et on sait déjà que la prospective sur laquelle se base la Chambre Régionale des Comptes n'est plus à jour puisque le résultat escompté par la Chambre en janvier 2019 est en dessous du résultat que nous avons en débat d'orientation budgétaire sur l'année 2019. Donc, là aussi prudence. Il n'en reste pas moins et là il n'a pas de difficulté, que la question de la stratégie de la collectivité en matière de maîtrise des dépenses et il l'a toujours dit que si on voulait réduire de manière drastique les charges de personnel, la Chambre Régional des Comptes le dit d'ailleurs, il faut réduire les contractuels. C'est la seule possibilité. Or les contractuels sont principalement dans les ALAE. Il y aura donc un débat sur la question de la maîtrise des dépenses de personnel et donc la question de la contractualisation en dehors du GVT ; qu'est ce qu'on fait de ces contrats ? on les supprime, on les supprime pas ? et il y aura la question de la fiscalité, très clairement. C'est un débat qui sera un débat public et que la majorité assume dans sa stratégie financière qui est une stratégie financière sur 6 ans. Après, il

indique que la majorité aurait pu présenter une stratégie financière sur 12 ans et on lui aurait reprocher de trop anticipée donc elle est sur 6 ans. Il note quand même que sur la question de la contractualisation, la Chambre Régionale des Comptes dit que la seule marge de manœuvre c'est dans la contractualisation chez les contractuels des ALAE et dit aussi qu'il faudrait quand même pérenniser ces postes. C'est écrit. Il indique d'ailleurs que cela a été fait pour certains postes. Ce n'est donc pas si simple dans l'analyse qu'on peut faire de ce rapport.

**M. AREVALO** indique que sur les investissements, on est effectivement à 31 millions d'euros mais il faut pointer la nature des investissements qui sont fait. Il y a quand même, notamment huit millions d'euros pour les aménagements urbains, au sens de lotissement, de Maragon-Floralies qui ont vocation à être autofinancés par les opérations immobilières qui sont dessus et on retrouve à peu près 2,5 millions sur l'aménagement de la place Marnac qui est encore d'une autre nature d'aménagement. Aussi, si on enlève ce qui relève de l'investissement en termes d'équipements publics, on est à 21 millions. C'est donc une approche en termes de nature de type d'investissement. Ce n'est pas la même chose de faire une école de musique que d'aménager des routes pour faire un nouveau lotissement qui lui même devra être auto-amorti parce qu'il y a des reventes de terrains. C'est cela qu'il veut dire.

Sur le château de Soule, il pense que le montant de 4,3 millions c'est hors équipements crèche qui ont été refinancés direct derrière par le Sicoval. Si on prends les 4,3 millions et qu'on ajoute le coût de la crèche, on doit être à 6 ou 6, 5 millions sur l'ensemble du bâtiment. Heureusement que le Sicoval a pris en charge cela.

Il demande que lui soit fait la preuve que ce n'est que 4,3 millions sur la rénovation de l'ensemble des 3 opérations qui étaient sur le bâtiment, l'école de musique, le centre associatif, le parc et la crèche. Aussi, il indique qu'il faudrait vérifier exactement ce que la Chambre Régionale des Comptes à compter, c'est à dire à charge finale de la commune.

**M. LE MAIRE** répond à M. AREVALO qu'il lui a toujours dit que le coût pour la collectivité était de 4,3 millions, ce que confirme la Chambre Régionale des Comptes.

Il indique que M. AREVALO est bien obligé de faire marche arrière car c'est écrit dans le rapport. Mathématiquement, ce que dit M. AREVALO est juste, 31 millions moins 10 millions, ça fait bien 21 millions, sauf que ça ne fonctionne pas comme ça.

Il demande à M. AREVALO s'il fallait laisser les gens dans un quartier dégradé ou ne pas intervenir sur Marnac et laissez cet endroit aussi dégradé en plein centre de la commune ? Il ne peut pas dire que ce sont les investissements qui ne sont pas pris en compte car cela ne lui plaît pas. Ce sont des investissements stratégiques, porteurs pour la collectivité pour les 40 prochaines années. Maragon et Marnac sont essentiels pour cette commune.

M. LE MAIRE souhaite aller plus loin et indique que le PPI est de plus de 31 millions d'euros car comme M. AREVALO l'a souligné, la crèche de Soule comme celle du métro sont des programmations de la collectivité qui ont été reprises par l'intercommunalité. La commune n'avait aucun problème pour le financer mais à partir du moment où le Sicoval a repris les crèches, c'est à lui de le financer ; chacun son histoire. Ce qu'il veut dire c'est que le PPI de la commune comprenait initialement ces deux crèches. Elles font partie du bilan de cette majorité qui les à présenté, lancé les travaux et l'Intercommunalité les a financer. Il ne va pas s'en plaindre et n'a aucun problème avec ; la majorité assume ses positions. Elle était contre le transfert de compétences mais à partir du moment où la collectivité veut prendre ses compétences là et bien elle les finance. On ne va pas financer des compétences qu'on a plu !

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. le Maire :

- **PREND ACTE** de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes accompagné de la réponse écrite du Maire concernant la gestion de la commune au cours des exercices 2013 à 2018.
- **PREND ACTE** de la tenue du débat portant sur le rapport.

**M. CARRAL** expose :

*«Il est rappelé que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.*

*Le débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.*

*C'est un débat, qui n'est donc pas suivi d'un vote.*

*Le Débat d'Orientations Budgétaires est l'occasion pour les membres du conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif, d'être informé des événements nouveaux (Loi de finances), d'être informé de l'évolution de la situation financière de la collectivité, de permettre aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la commune et d'afficher des choix politiques.*

*Afin d'éclairer les membres du conseil municipal sur les choix et les orientations en matière financière et budgétaire pour le budget 2020 et les années suivantes, le rapport, joint en annexe, présente :*

- Les mesures et le contexte économique national et local impactant les Finances de la Commune ;*
- La situation financière de la commune ;*
- Les orientations budgétaires pour l'année 2019, tant en fonctionnement qu'en investissement ;*
- Les perspectives à moyen terme pour la commune ;*
- Des informations relatives à la Gestion des Ressources Humaines ;»*

Après ce rappel, **M. CARRAL** présente le projet de la Loi de Finances 2020, les éléments de rétrospective, les objectifs 2020 pour la commune, les éléments de prospective et les informations relatives aux Ressources Humaines, en prenant appui sur un document Power Point projeté à l'intention des conseillers et du public présent :

### 1 - Le projet de la Loi de Finances 2020 et les collectivités territoriales

#### Le Calendrier

- 27/09/2019 : présentation du projet de Loi de Finances en Conseil des Ministres
- Octobre à décembre 2019 : débat au Parlement
- Courant décembre 2019 : adoption définitive par le Parlement
- Avant le 31/12/2019 : publication de la Loi de Finances Initiale

#### Le Projet

Pour 2020, le gouvernement a construit un projet de loi de finances à partir d'une prévision de croissance (évolution PIB) de 1.30% et d'une évolution des prix hors tabac de 1.00%.

S'agissant de l'actualisation forfaitaire des bases d'imposition, elle serait en 2020 :

- de 1.2% pour les bases de taxes foncières
- de 0.9% pour les bases de taxe d'habitation

#### La suppression de la taxe d'habitation

Le dispositif de dégrèvement de la taxe d'habitation prévu à la loi de Finances 2018 sous conditions de ressources est modifié : 80% des foyers fiscaux ne paieront plus de taxe d'habitation en 2020.

## 1 - Le projet de la Loi de Finances 2020 et les collectivités territoriales

Pour les 20% restant, l'allègement sera de 30% en 2021 puis de 65% en 2022. En 2023 plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur la résidence principale

La disparition de la TH (y compris ses compensations) sera financée par le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes.

Néanmoins, le calcul de la TH de référence pour la compensation pourrait s'établir sur la base du taux de taxe d'habitation de 2017. Les communes seraient alors amenées à rembourser le coût des hausses de taux TH 2018 et 2019 sur les bases de TH dégrévées.

Enfin, les taux de TH sont gelés au niveau de ceux appliqués en 2019.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants sont quant à elles maintenues.

### La révision des valeurs locatives des locaux d'habitations.

Le PLF propose sur le modèle de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, une révision des valeurs locatives des locaux d'habitation.

## 1 - Le projet de la Loi de Finances 2020 et les collectivités territoriales

Il s'agit de remplacer, à produit fiscal constant, des valeurs locatives qui reposent toujours sur des loyers constatés en 1970.

L'échéancier prévoit que les nouvelles valeurs s'appliqueront à compter du 1er janvier 2026.

### La DGF

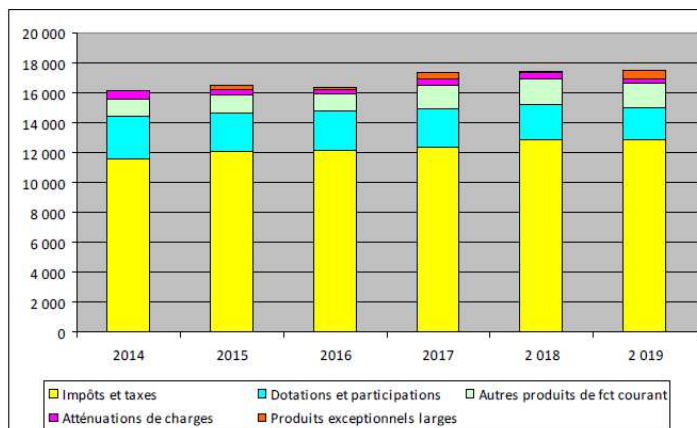
A périmètre constant, la DGF est stable. L'évolution des prix hors tabac pour 2020 étant estimée à 1%, le pouvoir d'achats de la DGF diminue.

## 2 - Eléments de rétrospective

### Recettes réelles de fonctionnement

en pré-CA

	K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
A = (1)+(2)+(3)	<b>Produits fonctionnement courant stricts</b>	15 602	15 863	15 896	16 548	16 948	16 658
(1)	<b>Impôts et taxes</b>	11 608	12 089	12 124	12 422	12 876	12 822
	Contributions directes	6 772	7 043	7 372	7 449	7 832	7 939
	Attribution de compensation reçue	3 810	3 765	3 734	3 763	3 556	3 584
	Dotations Solid. Ctaire reçue	617	617	557	587	638	657
	Solde impôts et taxe	409	664	461	623	850	642
(2)	<b>Dotations et participations</b>	2 889	2 640	2 635	2 470	2 369	2 140
(3)	<b>Autres produits de fct courant</b>	1 105	1 134	1 137	1 656	1 703	1 696
	Produits des services et du domaine	847	893	902	1 410	1 457	1 566
	Autres produits de gestion courante	258	241	235	246	246	130
B	<b>Atténuations de charges</b>	527	401	357	408	455	300
=A+B	<b>Produits de fonctionnement courant</b>	16 129	16 264	16 253	16 956	17 403	16 958
C	<b>Produits exceptionnels larges</b>	55	249	99	447	96	559
A+B+C	<b>Produits de fonctionnement</b>	16 184	16 513	16 352	17 403	17 499	17 517





## 2 - Eléments de rétrospective

### Evolution de la DGF

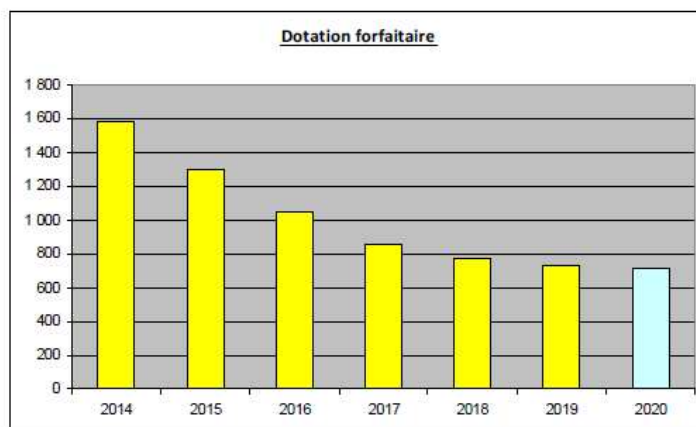
1 - Population							Evaluation
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population DGF	12 647	13 108	14 008	14 493	14 328	14 665	15 050
Evolution population		461	900	485	-165	337	385

2 - DGF							
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire (DF)	1 592	1 299	1 051	858	777	736	715
DSU	136	136	136	158	170	182	196
= DGF	1 728	1 435	1 187	1 016	947	918	911

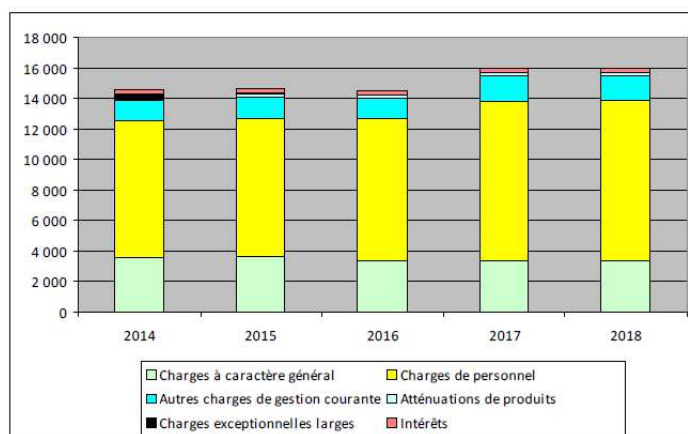
3 - Evolution DGF							
	2014/13	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18	2020/2019
DGF		-293	-248	-171	-69	-29	-7
				-817			
		-16,9%	-17,3%	-14,4%	-6,8%	-3,1%	-0,8%
				-47,3%			



### Dépenses réelles de fonctionnement

en pré-CA

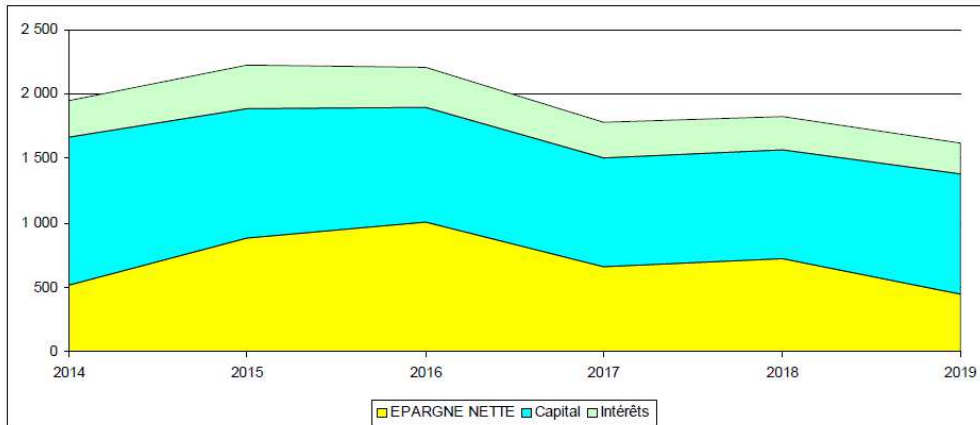
	K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
A = (1)+(2)+(3)	Charges fct courant strictes	13 831	14 097	13 987	15 456	15 473	15 474
(1)	Charges à caractère général	3 569	3 618	3 365	3 369	3 421	3 411
(2)	Charges de personnel	8 919	9 051	9 313	10 407	10 454	10 721
(3)	Autres charges de gestion courante	1 343	1 428	1 309	1 680	1 598	1 342
B	Atténuations de produits	78	107	145	188	171	162
=A+B	Charges de fonctionnement courant	13 909	14 204	14 132	15 644	15 644	15 636
C	Charges exceptionnelles larges	324	82	17	25	33	262
=A+B+C	Charges de fct hors intérêts	14 232	14 286	14 149	15 669	15 677	15 898
D	Intérêts	292	345	304	274	255	237
A+B+C+D	Charges de fonctionnement	14 524	14 631	14 453	15 943	15 932	16 135



## Marge d'Epargne

en pré-CA

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de fonctionnement courant	16 129	16 264	16 253	17 045	17 403	16 958
- Charges de fonctionnement courant	13 909	14 204	14 132	15 644	15 644	15 636
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>2 221</b>	<b>2 060</b>	<b>2 121</b>	<b>1 401</b>	<b>1 759</b>	<b>1 322</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>-269</b>	<b>167</b>	<b>82</b>	<b>376</b>	<b>63</b>	<b>297</b>
= Produits exceptionnels larges	55	249	99	403	96	559
- Charges exceptionnelles larges	324	82	17	27	33	262
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 952</b>	<b>2 227</b>	<b>2 203</b>	<b>1 777</b>	<b>1 822</b>	<b>1 619</b>
- Intérêts	292	345	304	272	255	237
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>1 660</b>	<b>1 882</b>	<b>1 899</b>	<b>1 505</b>	<b>1 567</b>	<b>1 382</b>
- Capital	1 146	999	891	849	845	940
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>514</b>	<b>883</b>	<b>1 008</b>	<b>656</b>	<b>722</b>	<b>443</b>



## Fiscalité

### 1/ TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	9,29%	9,43%	9,68%	9,83%	10,27%	10,42%
Taux FB	23,33%	23,68%	24,31%	24,68%	25,79%	26,18%
Taux FNB	107,85%	109,47%	112,37%	114,06%	119,19%	120,97%
<b>Evolution des taux</b>	<b>Moy.</b>	<b>2015/14</b>	<b>2016/15</b>	<b>2017/16</b>	<b>2018/2017</b>	<b>2019/2018</b>
Taux TH	2,3%	1,5%	2,7%	1,5%	4,5%	1,5%
Taux FB	2,3%	1,5%	2,7%	1,5%	4,5%	1,5%
Taux FNB	2,3%	1,5%	2,6%	1,5%	4,5%	1,5%

### 2/ BASES NETTES D'IMPOSITION

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base nette TH	24 584	25 008	25 320	25 525	25 650	25 756
Base nette FB	19 072	19 460	19 853	19 804	19 999	19 944
Base nette FNB	28	28	28	27	27	28
<b>Evolution nominale des bases</b>	<b>Moy.</b>	<b>2015/14</b>	<b>2016/15</b>	<b>2017/16</b>	<b>2018/2017</b>	<b>2019/2018</b>
Base nette TH	0,9%	1,7%	1,2%	0,8%	0,5%	0,4%
Base nette FB	0,9%	2,0%	2,0%	-0,2%	1,0%	-0,3%
Base nette FNB	0,0%	-1,4%	1,2%	-1,6%	-0,3%	2,1%
<b>Evolution physiques des bases</b>	<b>Moy.</b>	<b>2015/14</b>	<b>2016/15</b>	<b>2017/16</b>	<b>2018/2017</b>	<b>2019/2018</b>
Base nette TH	-0,2%	0,8%	0,2%	0,4%	-0,7%	-1,8%
Base nette FB	-0,2%	1,1%	1,0%	-0,6%	-0,2%	-2,5%
Base nette FNB	-1,1%	-2,3%	0,2%	-2,0%	-1,5%	-0,1%
<b>Moy.</b>	<b>2015/14</b>	<b>2016/15</b>	<b>2017/16</b>	<b>2018/2017</b>	<b>2019/2018</b>	
Coefficient d'actualisation TH et FB (Loi de Finances)	1,1%	0,9%	1,0%	0,4%	1,2%	2,2%

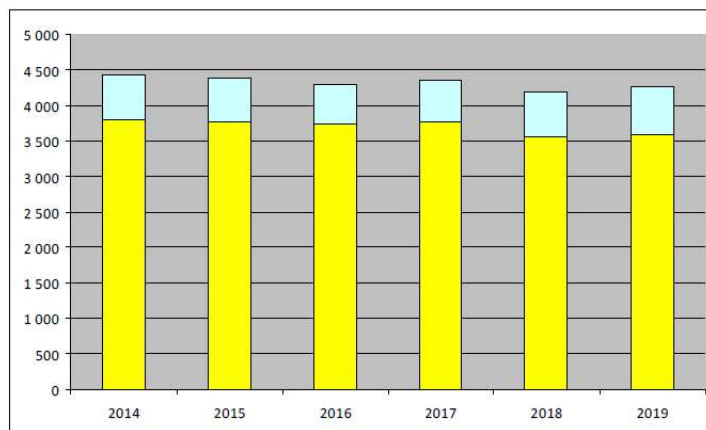
### 3/ PRODUITS D'IMPOSITION

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit TH	2 284	2 358	2 451	2 509	2 634	2 684
Produit FB	4 449	4 608	4 826	4 888	5 158	5 221
Produit FNB	30	30	31	31	33	34
<b>Produit 3 Taxes ménages</b>	<b>6 764</b>	<b>6 997</b>	<b>7 309</b>	<b>7 428</b>	<b>7 825</b>	<b>7 939</b>

## Dotation Communautaire

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
AC : Attribution de compensation	3 810	3 765	3 734	3 763	3 556	3 587
DSC : Dotation de Solidarité	617	617	557	587	638	665
<b>Dotation communautaire</b>	<b>4 427</b>	<b>4 382</b>	<b>4 291</b>	<b>4 350</b>	<b>4 194</b>	<b>4 252</b>
		-45	-91	59	-156	58
		-1,0%	-2,1%	1,4%	-3,6%	1,4%

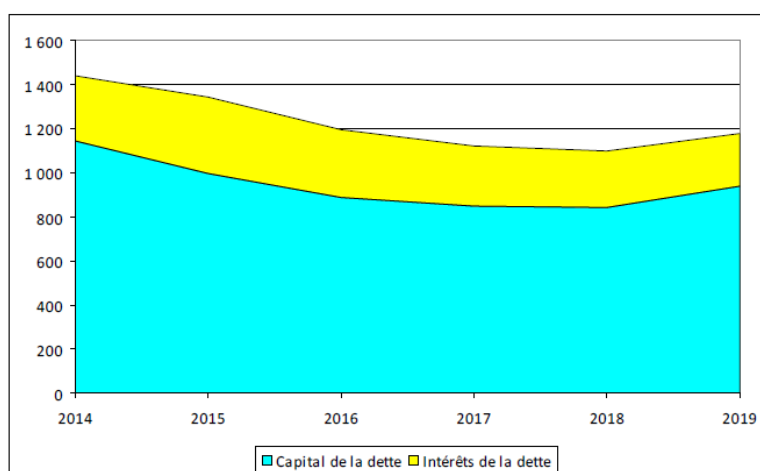
En 2020, stabilité des relations financières entre la Commune et l'EPCI Sicoval



## Dette

### COMPOSANTES DE L'ANNUITE DE DETTE

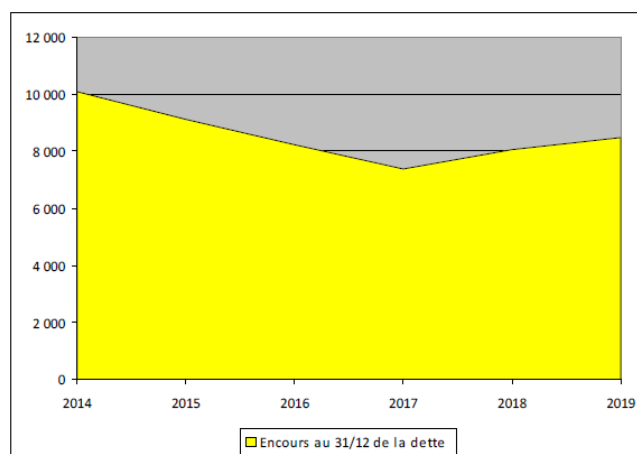
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital de la dette	1 146	999	891	849	845	940
Intérêts de la dette	292	345	304	272	255	237
<b>Annuité de la dette</b>	<b>1 264</b>	<b>1 438</b>	<b>1 344</b>	<b>1 195</b>	<b>1 123</b>	<b>1 177</b>





## Dettes

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours au 31/12 de la dette	10 105	9 125	8 235	7 386	8 041	8 478	10 054



## Les budgets annexes

Les équilibres budgétaires des budgets annexes, sont construits à partir des éléments suivants :

### 1/ Budget annexe Port Technique :

- Une annuité d'emprunt de 4 716€ qui s'éteindra en 2027
- Une politique tarifaire évoluant suivant l'inflation sous contrôle du délégataire (VNF)

### 2/ Budget annexe Restaurant inter-entreprise

- Une annuité d'emprunt de 24 514€ qui s'éteindra en 2027
- Un loyer annuel de l'occupant (ASEI) de 55 542€

### 3/ Budget annexe Port Sud

- Une annuité d'emprunt de 60 243€ qui s'éteindra en 2035
- Une politique tarifaire évoluant suivant l'inflation sous contrôle du délégataire (VNF)

## Objectifs pour la Commune 2014 - 2020

### État des lieux

Sur le mandat 2014-2019, la municipalité a engagé un ensemble d'opérations d'envergure pour faire évoluer son patrimoine (ex: rénovation de la piscine Alex Jany, rénovation du groupe scolaire SAJUS, etc.), mieux répondre aux attentes de la population (déploiement du numérique dans les écoles, création d'un coeur de ville/rénovation de la place Marnac, etc.), et prendre ses responsabilités en matière d'aménagement urbain (Eco-quartier Maragon Floralties, aires de jeux pour les enfants, travaux voirie sur l'ensemble de la commune, etc.).

Ces opérations, retranscrites pour leur grande majorité au compte du PPI ont permis de poursuivre l'objectif d'adaptation de la commune aux évolutions socio-démographiques qui y sont constatées, de répondre à la priorité que c'était fixé la municipalité en matière d'éducation et de mettre en avant un certain nombre de valeurs et d'actions favorables à la cohésion ou encore à l'écologie et à la santé environnementale.

Pour les opérations d'ampleur comme pour l'ensemble des politiques publiques qui ont été menées, des démarches participatives et consultatives ont été menées afin de calibrer au mieux le contenu des opérations au regard des attentes de la population (projet Marnac, projet de rénovation Groupe scolaire Sajas, projet de rénovation de la piscine, etc.).

## Objectifs pour la Commune 2014 - 2020

### Ville innovante, responsable et solidaire

La municipalité s'est engagée en 2014 pour porter un programme d'action innovant, responsable et solidaire.

Tout au long de ces 4 années, l'action publique s'est concentrée pour mettre en oeuvre ces exigences.

Au-delà de l'ensemble des actions réalisées, il apparaît que pour 2020 les principales opérations en cours ou en phase de finalisation sont les suivantes :

- Rénovation de la place Marnac avec finalisation du programme de rénovation afin de doter la commune d'un coeur de ville,
- Poursuite des travaux d'aménagement de l'Ecoquartier Maragon Floralties en vue de la construction de la Gendarmerie et des ouvrages permettant d'assurer la complétude du quartier
- Projet d'extension-rénovation du Dojo Karben, premier bâtiment municipal à énergie positive.

## 4 – Eléments de prospective

### Plan Pluri-annuel d'Investissement 2017-2021

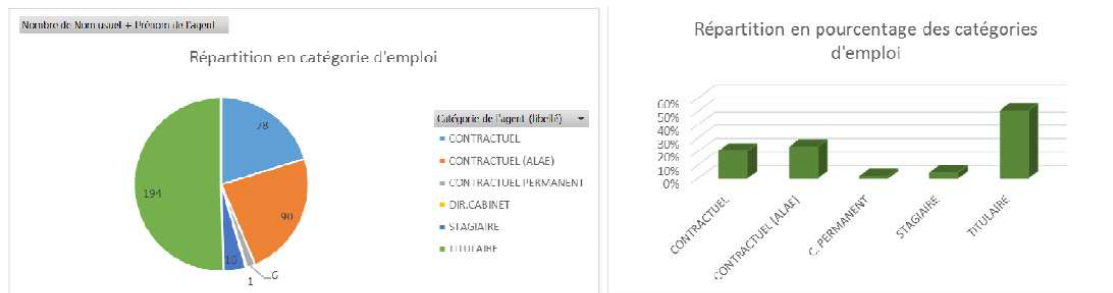
	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL 2017-2021
<b>PROJETS STRUCTURANTS 2017-2021</b>	<b>2 186</b>	<b>4 047</b>	<b>2 163</b>	<b>4 015</b>	<b>680</b>	<b>13 091</b>
Réhabilitation Groupe scolaire Sajus	596	2 873	449			3 918
Groupe scolaire provisoire Sajus	211	14				225
Réhabilitation piscine municipale phase 1	1 090	795	25			1 910
Réhabilitation piscine municipale phase 2			8	267		275
Centralité --> MARNAC volet 1	63	65	1 000	1 114		2 242
Marnac : Eclairage public				178		178
Centralité --> MARNAC volet 2			50	450		500
Projets numériques	53	40	17	10	10	130
Numérique dans les écoles		89	100	111		300
SDSI		10	211	219	170	610
Maison des arts martiaux		0	100	1 400	500	2 000
sinistre CTM - matériel		133	3			630
sinistre CTM - travaux		28	200	266		
Rénovation locaux Ecole Jean Jaurès + 5ème groupe	133					133
Rénovation Cinéma	40					40
<b>SOLDE PROJETS STRUCTURANTS 2009-2014</b>	<b>442</b>	<b>214</b>	<b>874</b>	<b>1 149</b>	<b>1 352</b>	<b>4 031</b>
Château de Soule	375	85				460
Maragon-Floralies	67	129	874	1 149	1 352	3 571
<b>MOYENS PROJETS</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>653</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>879</b>
Acquisition foncières	0	0	118			118
Fonds de concours AEP et EU		0	160			160
Aires de jeux		0	242			242
Etudes	25	116	133	0	0	274
city park	85					85
<b>INVESTISSEMENTS RECURRENTS</b>	<b>547</b>	<b>550</b>	<b>1 368</b>	<b>380</b>	<b>380</b>	<b>3 225</b>
Entretien du patrimoine, travaux induits agenda 21,accessibilité	183	283	580	350	350	1 746
Services au public, biens des services	197	267	370			834
Equipements exceptionnels	52		180			232
Infrastructures : colonnes enterrées			63			63
divers et sinistres	36	0	140	30	30	236
Infrastructures : urba	79		35			114
<b>TOTAL PPI 2017-2021</b>	<b>3 285</b>	<b>4 927</b>	<b>5 058</b>	<b>5 544</b>	<b>2 412</b>	<b>21 226</b>

### Prospective financière 2017-2020

	2017	2018	2019	2020
<b>Ev° Taux d'Imposition</b>	<b>1,5%</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,0%</b>
Produit fiscal strict	7 428	7 825	7 939	8 066
Autres impôts et taxes	5 044	5 051	4 883	4 803
Dotations et participations	2 456	2 369	2 140	2 134
Autres produits fct courant	2 117	2 158	1 996	2 082
Produits exceptionnels larges	428	96	559	80
Produits de Fonctionnement	17 473	17 499	17 517	17 165
<b>Ev° nominale Charges fct</b>	<b>10,5%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,7%</b>
Charges fct courant strictes	15 456	15 473	15 474	15 370
Atténuations de produits	188	171	162	162
Ch. exceptionnelles larges	27	33	262	56
Annuité de dette	1 121	1 100	1 177	1 208
Ch. de Fonctionnement larges	16 792	16 777	17 075	16 796
<b>Epargne brute</b>	<b>1 530</b>	<b>1 567</b>	<b>1 383</b>	<b>1 357</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>681</b>	<b>722</b>	<b>443</b>	<b>369</b>
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	<b>3 307</b>	<b>5 038</b>	<b>5 058</b>	<b>5 544</b>
<b>Rec.Inv. hs Emprunt</b>	<b>1 308</b>	<b>3 391</b>	<b>3 065</b>	<b>2 509</b>
<b>Emprunt</b>	<b>0</b>	<b>1 500</b>	<b>1 377</b>	<b>2 563</b>
<b>Encours (31.12)</b>	<b>7 386</b>	<b>8 041</b>	<b>8 478</b>	<b>10 054</b>

## 5 – Informations Ressources Humaines

### Structure des effectifs 31-10-2019

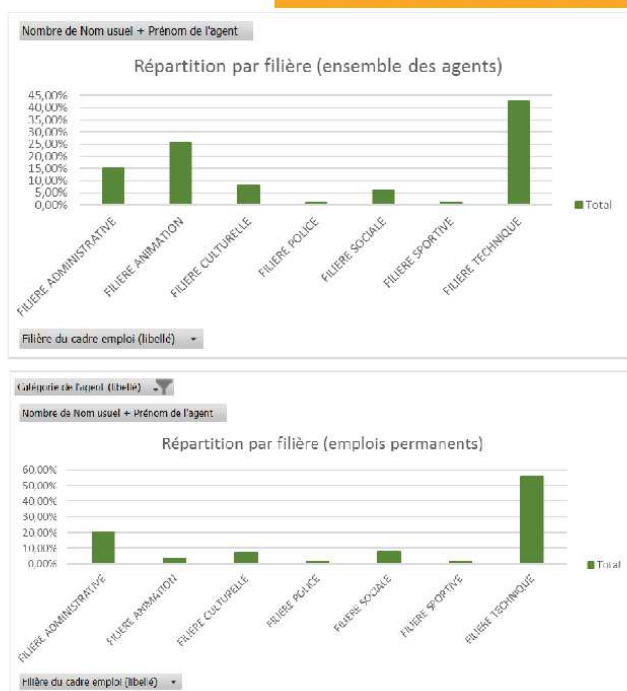


Au 31 octobre 2019 les effectifs de la ville de Ramonville sont majoritairement composés de titulaires ou stagiaires.

Afin de résorber l'emploi précaire des titularisations auront lieu principalement dans deux secteurs :

- Education-jeunesse : l'ensemble des référents ALAE (adjoints des directeurs) seront nommés stagiaires en janvier 2020.
- Action sociale : les effectifs de la Résidence Autonomie qui étaient majoritairement composés de contractuels seront largement pérennisés.

### Structure des effectifs : répartition par filière

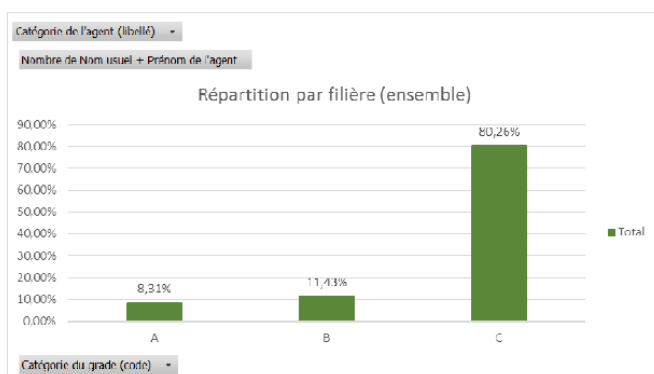


Ces données se réfèrent à la catégorie statutaire de l'agent et non à l'affectation des personnels au sein des services de la municipalité.

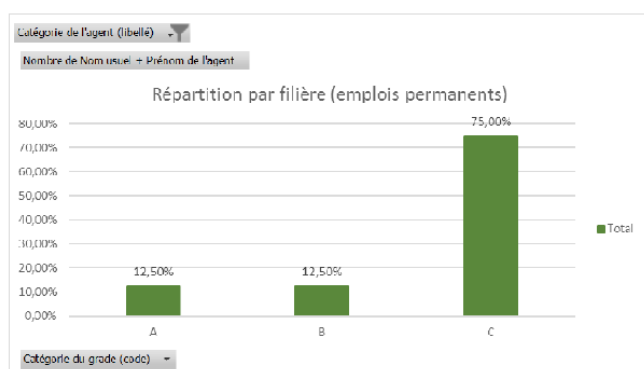
Quel que soit le statut la filière technique reste la filière majoritairement représentée au sein des effectifs, ce qui est conforme avec les missions de la collectivité (entretien du patrimoine, des espaces publics, restauration ...).

La filière animation qui est largement représentée au sein des contractuels est moins présente au sein des emplois permanents. La structuration pérenne des ALAE devraient modifier ce ratio en 2020.

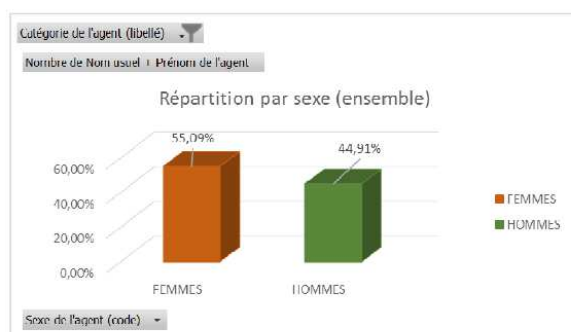
## Structure des effectifs : répartition par catégorie de grade



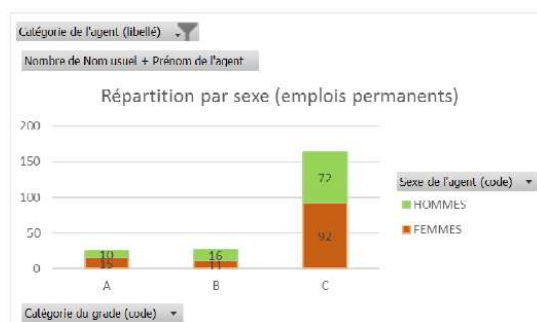
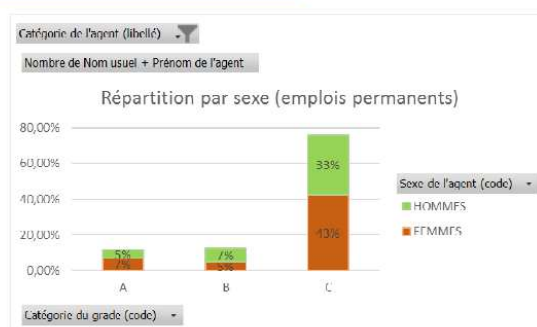
La majorité des effectifs sont positionnés en catégorie C quel que soit le statut pris en compte.



## Structure des effectifs : répartition par sexe et âge



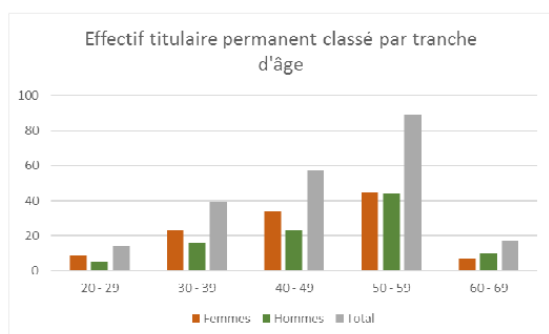
Répartition globale



Détail par catégorie de grade

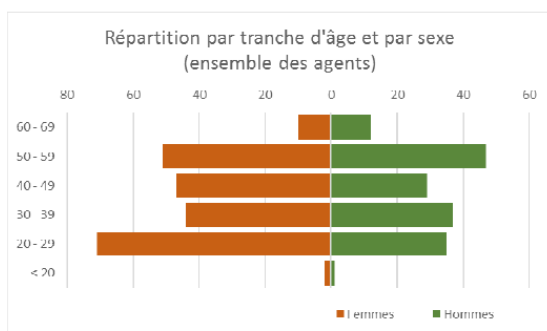


## Structure des effectifs : répartition par sexe et âge



La moyenne d'âge des agents de la commune est de 40,8 ans (tous statuts confondus). Si on considère seulement les agents permanents (titulaires, stagiaires et contractuels sur emploi permanent), on arrive à une moyenne d'âge de 47,7 ans avec 50 % des effectifs qui ont plus de 50 ans.

Cette donnée pose la question de la gestion des fins de carrières. En effet, avec une population vieillissante, des métiers à forte usure professionnelle et un allongement de la durée des carrières (17 agents permanents ont plus de 60 ans), l'impact est conséquent sur la structure des effectifs et donc sur la masse salariale.



La trajectoire de la masse salariale doit prendre en compte la recrudescence des inaptitudes totales ou partielles et de la nécessité de reclassements. Le fort taux d'absentéisme associé oblige la collectivité à maintenir un taux de remplacement élevé.

## Evolution des effectifs titulaires et emplois permanents

Catégorie de grade	2016	2017	2018	2019	2020
A	17	20	20	25	26
B	27	30	32	27	28
C	150	168	161	164	177
<b>Total général</b>	<b>194</b>	<b>218</b>	<b>213</b>	<b>216</b>	<b>231</b>

\* effectif permanent (titulaires et contractuels sur emploi permanent au 01/01)

Deux principales évolutions sont à noter :

- l'intégration du pôle action sociale au 01/01/2017 qui a mécaniquement fait augmenter les effectifs

- le passage en catégorie A des assistants socio-éducatifs et éducateurs de jeunes enfants en février 2019 qui entraîne une augmentation du nombre d'agents de catégorie A avec en parallèle la diminution du nombre d'agents de catégorie B.

L'année 2020 verra augmenter le nombre d'emplois permanents tout en conservant une maîtrise des effectifs (pérennisation d'agents contractuels déjà présents dans la masse salariale notamment sur le pôle Education-Jeunesse et sur le pôle Action sociale).

## Evolution de la masse salariale

### 1- Evolution des éléments de rémunération (brut) :

	2016	2017	2018	2019 (prévisionnel)
Salaire brut	6 093 714,37 €	6 774 716,17 €	6 853 011,51 €	7 004 531,92 €
dont traitement de base brut	4 980 885 €	5 548 502 €	5 643 802 €	5 867 959 €
dont régime indemnitaire brut	535 338 €	595 256 €	595 027 €	674 080 €
dont NBI brut	28 594 €	34 116 €	32 553 €	34 352 €
dont heures supplémentaires brut	24 161 €	37 503 €	21 581 €	27 106 €

\* : le traitement de base comprend le traitement indiciaire des agents mensualisés et ne comprend donc pas le traitement du personnel horaire (ALAE).

### 2- Evolution des charges :

	2016	2017	2018	2019 (prévisionnel)
Charges salariales	1 097 198 €	1 231 294 €	1 326 924 €	1 389 660 €
Charges patronales	2 779 737 €	3 101 911 €	3 048 005 €	3 101 060 €

L'année 2017 a vu, avec l'intégration des agents du CCAS au sein des effectifs communaux, une augmentation de la masse salariale.

Plusieurs mesures nationales ont également impacté la masse salariale :

- mise en place du protocole PPCR (revalorisations des grilles indiciaires pour les agents des catégories C et B et certains agents de catégorie A, passage en catégorie A du 01/02/19 de certains cadres d'emploi, transfert primes/points)
- augmentation du point d'indice en 2017
- mise en place de l'indemnité compensatrice de la CSG au 1<sup>er</sup> janvier 2018
- hausse annuelle depuis 2015 des cotisations retraite (part salariale)

Par ailleurs, la mise en place du nouveau régime indemnitaire de référence (RIFSEEP) a permis d'étendre le versement du régime indemnitaire à l'ensemble des agents.

L'évolution du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) reste positive. Elle tient compte de l'évolution des rémunérations liée à l'ancienneté ou aux évolutions de carrière liées au statut. 2

## Evolution de la masse salariale

Pour l'année 2020 la masse salariale continuera de croître de façon mécanique notamment en raison des mesures nationales.

➤ **Traitement de base** : 2020 est la dernière année de refonte des grilles dans le cadre du PPCR. Les traitements de base de l'ensemble des agents devraient donc augmenter. Une revalorisation du point d'indice n'est pas prévue à ce jour. La politique d'avancement de grade ou de promotion interne reste inchangée.

➤ **Cotisations salariales et patronales** : l'augmentation des traitements de base entraîne de fait une augmentation des cotisations. Par ailleurs, les cotisations retraite des titulaires (CNRACL) continuent d'évoluer afin de se rapprocher du régime général.

➤ **NBI** : le montant lié à la NBI ne devrait pas évoluer.

➤ **Heures supplémentaires** : la politique concernant les heures supplémentaires n'évoluera pas en 2020. Elles sont majoritairement récupérées et payées sur un nombre de manifestations défini et cadré.

➤ **Avantages en nature** : l'évolution ne se fera pas à la hausse. Cela concerne certains agents de restauration (avantages alloués au titre des repas) ainsi qu'un agent de la Résidence Autonomie qui bénéficie d'un logement de fonction.

➤ **Régime indemnitaire** : la modification du régime indemnitaire va entraîner une modification de la répartition des primes tout en restant dans une enveloppe constante.



## Evolution du temps de travail

- Le temps de travail effectif au sein de la commune est de 1 558 heures. La loi de transformation de la Fonction Publique et le rapport de la Chambre Régionale des Comptes de septembre 2019 conduiront la collectivité à s'interroger sur les modalités de mise en conformité de son temps de travail au regard de la durée légale fixée à 1607 heures.
- Les agents bénéficient actuellement de 32 jours de congés annuels par an (règlement intérieur) ainsi que d'une bonification pour ancienneté à partir de 10 ans de service.
- Les agents travaillant au sein des écoles (ALAE, ATSEM, entretien des locaux) ainsi que le chauffeur de la navette municipale bénéficient d'un temps de travail annualisé lié aux rythmes scolaires.

Après cette présentation, **M. LE MAIRE** demande s'il y a des questions ou des remarques.

**M. CARRAL** fait remarquer que lors de la dernière commission Finances, on a demandé aux personnels d'être présent et il n'y avait aucune des deux oppositions ici présentes. Elles n'ont même pas jugé nécessaire de s'excuser ce qui aurait permis de ne pas la tenir.

**M. AREVALO** indique que l'on est tellement bien accueilli dans cette commune en tant qu' élu que...

**M. LE MAIRE** répond à M. AREVALO qu'il ne peut pas reprocher que les commissions ne se tiennent pas et ne pas y siéger. Là aussi, il est en contradiction totale. Il propose de passer au débat.

**Mme TACHOIRES** a d'abord une remarque de forme. Elle rappelle qu'il est arrivé plusieurs fois que le document concernant le Débat d'Orientation budgétaire soit imprimé en noir et blanc et c'était très pénible à lire. Aussi, elle remercie M. LE MAIRE d'avoir édité ce document en couleurs qui est quand même beaucoup plus agréable à consulter et à travailler.

Elle souhaite à présent faire quelques remarques sur le plan pluriannuel d'investissement tel qu'il est prévu dans les différents tableaux qui sont donnés.

Elle a une question suite à l'incendie du centre technique. On voit un certain nombre de travaux qui sont prévus pour rénover les locaux et pouvoir à nouveau les mettre en état de fonctionnement. Elle demande s'il serait possible d'avoir un bilan complet, une fois que ce sera terminé, à savoir le coût global entre ce qu'on a réussi à récupérer au niveau des assurances, ce qu'on a mis dans le budget d'investissement, ce qu'on a dû faire en contrepartie pour compenser le non service. Elle souhaite avoir une vision globale de toute cette opération là pour savoir au final combien ça a coûté à la commune.

Ensuite, elle constate que c'est toujours un peu délicat de faire un plan pluriannuel d'investissement à quelques mois des futures élections évidemment mais ça donne une idée de ce que la future équipe de M. LE MAIRE imagine faire si elle gagne les élections municipales. Elle pointe le décalage qui lui semble curieux entre les investissements nécessairement prévus, y compris dans le rapport de la Chambre Régionale des comptes qu'on a vu en première partie, le nécessaire renouvellement de certains équipements de la commune au vu de l'augmentation des effectifs, y compris l'interrogation à se poser sur un groupe scolaire éventuellement si on a de plus en plus de populations qui arrivent sur la commune et qu'on respecte les 25% de logements sociaux tels qu'il sont prévus dans la loi à l'horizon 2025 et de l'absence de ligne sur ce point là. De toute façon, ce plan pluriannuel d'investissement sera nécessairement revu à l'aune et des résultats électoraux de l'année prochaine et des réels projets des différentes équipes. Aussi, elle n'a pas grand chose à dire de plus sur le sujet à part qu'engager la maison des arts martiaux si près de la fin du mandat lui paraît quand même bizarre. Il lui semble que c'est un investissement qui avait été prévu depuis plus



longtemps que ça, initialement en tout cas dans les promesses.

**M. LE MAIRE** répond à Mme TACHOIRES qu'elle a raison. Comme en 2013 d'ailleurs, ce débat d'orientation budgétaire, comme le budget du mois de décembre, seront des budgets d'attente. On prend donc acte de ce qui est en cours mais on ne prévoit rien de complémentaire puisque le débat qui aura lieu dans les mois à venir amènera très certainement un budget supplémentaire au mois de juin prochain avec des équipes municipales qui réorienteront ou pas ou donneront d'autres éléments concernant les investissements. Après, il l'a toujours dit et là aussi le groupe majoritaire assume complètement ; son équipe s'est engagé devant les ramonvillois sur un programme en 2014 qui va jusqu'à 2020. Dans ce programme, il y a effectivement la maison des arts martiaux qui a été décalée pour faire la rénovation de la piscine municipale. Le groupe majoritaire tient donc ses engagements et les tiendra jusqu'à la fin de son mandat ce pour quoi il a été élu.

Il rajoute que c'est vrai de toutes les équipes municipales, ce n'est pas propre à Ramonville, qu'entre le moment où on lance un projet et le moment où on le finalise, il y a toujours un décalage. Il rappelle que le projet Maragon-Floralies a été lancé en 2009 et ça dépasse 2 mandats ; c'est à dire qu'en fin 2013, il était encore en train de courir et fin 2019 il sera toujours en train de courir et courra encore sur le prochain mandat et peut-être même après 2026 car c'est un projet qui est de très grande ampleur. C'est des choix politiques et si on veut pouvoir faire des projets qui soient structurants, nécessairement ils s'engagent sur différents mandats. La continuité fait qu'ils sont inscrits dans le temps mais il peut y avoir rupture ; une équipe municipale peut dire on ne fait pas la rénovation du dojo de Karben, on double pas sa superficie pour pouvoir répondre aux besoins des associations. Cela fera partie du débat public qu'il y aura dans les mois à venir.

Pour terminer, M. LE MAIRE indique que le budget qui sera présenté en décembre sera aussi un budget d'attente comme cela a été fait en 2013.

**M. AREVALO** répond à M. LE MAIRE que bien sur il a eu un engagement devant la population mais il veut rappeler quand même, à l'occasion, qu'il a eu une majorité relative de 40% et que justement dans ce mandat il a été incapable de faire en sorte que les 2 oppositions puissent être associés. En effet, il aurait été bien que le programme de travail que M. LE MAIRE mettait en place prenne en compte justement ces autres 60% de la population ; c'est ça qui aurait été le vrai défi démocratique. Aussi, comme vous ne l'avez pas fait, ce projet de dojo est incarné par 40% de la population.

Il souligne que c'est toujours un problème démocratique, comme l'a fait remarqué M. BROT à plusieurs reprises dans le journal municipal, quand une municipalité est élue de façon majoritaire mais c'est la loi, c'est comme ça et donc on fait avec.

Il souhaitait dire cela car finalement, dans ces débats d'orientations budgétaires, cela fait longtemps que le groupe Solidarité Écologie Démocratie n'intervient plus car dans *La Dépêche* il est dit qu'ils ne sont pas constructifs. Il indique que le groupe a essayé de l'être mais que dès qu'ils sont constructifs le groupe majoritaire devient destructif à leur égard ; c'est pour cela qu'au bout d'un moment, ils ont fini par ne plus intervenir.

C'est donc la future équipe ou le futur conseil municipal de 2020 qui fera son propre débat d'orientation budgétaire et rectifiera le budget s'il y a lieu. C'est quand même aussi un fait flagrant de ce mandat que ce conseil municipal n'a pas pu fonctionner comme il devrait l'être, c'est à dire un véritable lieu de débats où quand les minorités ou les oppositions s'expriment leur avis puissent au moins être entendus et pris en compte. Pour lui, c'est un point qui était important de dire.

**M. LE MAIRE** note qu'il a oublié de répondre à la question de Mme TACHOIRES sur l'incendie du Centre Technique Municipal. Il indique qu'un point sera entre ce que le sinistre a coûté à la commune et ce qu'on doit en avoir de l'assurance.

### 3 BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N°3

M. CARRAL expose :

« Il est proposé au conseil municipal :

- Une décision modificative n°3 sur le Budget Principal 2019.

Les mouvements concernés sont détaillés ci-dessous.»

BUDGET PRINCIPAL			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chapitre 011 -</b>		<b>Chapitre 70</b>	
Produits d'entretien	10 000,00 €	Facturation CCAS/RAFB :	
Renforcement éclairage festival de rue (txx Marnac)	2 600,00 €	Facturation Frais divers RAFB	60 000,00 €
Modulaires PMF	6 864,00 €	Facturation RH CCAS	-26 860,00 €
Fourniture Petit Equipement EMEAR	-1 512,00 €	Facturation RH RAFB	7 400,00 €
Plan DD : Opération zéro Phtalates RES	1 100,00 €	<b>Chapitre 74</b>	
Plan DD : 100e singe phase 1	11 000,00 €	DGD Documents d'urbanisme	12 500,00 €
Cabinet : Abonnement logiciel de gestion	2 220,00 €	DGD Médiathèque	12 900,00 €
Cabinet : Adhésion APVF	1 415,00 €		
Cabinet : Honoraires collectif aéroport Tlse Blagnac	1 500,00 €		
Animation seniors rouge cheyenne	3 700,00 €		
Budgets Conseil de quartier	10 000,00 €		
Gardiennage halle polyvalente	3 000,00 €		
Exploitation de la piscine	4 260,00 €		
Diagnostic amiante pataugeoire	2 004,00 €		
Diagnostic amiante Dojo	2 400,00 €		
Repérage amiante bâtiments communaux Audit Énergétique	9 252,00 €		
Crédits de formation (logiciels)	1 900,00 €		
Etude RH bien-être au travail phase 1	4 800,00 €		
Frais Contentieux RH	10 000,00 €		
Frais RH Changement de résidence Agents	3 508,00 €		
<b>Chapitre 012</b>		<b>Chapitre 013</b>	
Dépenses de personnel	242 000,00 €	Assurance du personnel	189 000,00 €
<b>Chapitre 65</b>			
Subventions aux associations	16 000,00 €		
Subvention CCAS	77 163,67 €		
<b>Chapitre 66</b>			
Charges d'intérêt	16 000,00 €		
<b>Chapitre 042</b>			
Frais d'étude /d'insertion à amortir c/6811	13 600,00 €		
<b>prélèvement pour la section d'investissement</b>	<b>-199 834,67 €</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>254 940,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>254 940,00 €</b>

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>Chapitre 16</b>		<b>Chapitre 16</b>	
Remboursement capital	45 300,00 €	Emprunt	325 242,67 €
<b>Chapitre 204</b>			
Fonds Concours Peyre d'Escale + ouvrage anti-crue	91 500,00 €		
Fonds Concours Colonnes enterrées	34 400,00 €		
<b>Chapitre 21</b>			
Réseau Adduction Eau (Peyre d'Escale)	-60 000,00 €		
Ouvrage anti-crue	-31 500,00 €		
Travaux budgets conseils de quartier	-10 000,00 €		
<i>Enveloppe Equipements:</i>			
Matériel pour cinéma (achat ballast suite panne projecteur)	3 200,00 €		
Achat violoncelles + Chariot pupitre	1 512,00 €		
<b>Chapitre 041</b>		<b>Chapitre 041</b>	
Cessions à l'euro symbolique	7 300,00 €	Cessions à l'euro symbolique	7 300,00 €
Frais Études à intégrer c/2313 Maragon-Floralies	52 338,00 €	Frais Études à intégrer c/2031 Maragon-Floralies	52 338,00 €
Frais Études à intégrer c/2135 Grpes Scolaires	96 307,00 €	Frais Études à intégrer c/2031 Grpes Scolaires	96 307,00 €
Frais Études à intégrer c/2313 Marnac / Sajus	61 885,00 €	Frais Études à intégrer c/2031 Marnac / Sajus	61 885,00 €
Frais Insertion à intégrer c/21318 Soule	9 094,00 €	Frais Insertion à intégrer c/2033 Soule	9 094,00 €
Frais Insertion à intégrer c/2135 Gymnase / Cinéma	450,00 €	Frais Insertion à intégrer c/2033 Gymnase / Cinéma	450,00 €
<b>Opération Projets numériques</b>			
Licence flux PES Budgets Totem	900,00 €		
Logiciels : crédits de formation à réimputer en fonctionnement	-1 900,00 €		
<b>Opération Marnac</b>			
Escalier Marnac 2	70 000,00 €		
<b>Opération Dojo</b>		<b>Chapitre 040</b>	
Diagnostic amiante	-2 400,00 €	Frais d'études à amortir c/28031	13 600,00 €
<b>Opération Piscine</b>			
Diagnostic amiante (pataugeoire)	-2 004,00 €		
<b>TOTAL</b>	<b>366 382,00 €</b>	<b>prélèvement de la section de fonctionnement</b>	<b>-199 834,67 €</b>
		<b>TOTAL</b>	<b>366 382,00 €</b>

Les points financiers à l'ordre du jour étant terminés et les conseillers n'ayant pas d'autres questions ou remarques, M. LE MAIRE en profite pour remercier l'ensemble des services municipaux et les directeurs généraux sur le rapport de la Chambre Régionale des Comptes et le travail que cela a donné, le débat d'orientation budgétaire et la décision modificative.

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. CARRAL, et après en avoir délibéré par **22 Voix POUR** et **2 Voix CONTRE** ( M. MERELLE et par procuration M. BROT) et **4 ABSTENTIONS** (M. AREVALO, Mme TACHOIRES et par procuration M. PERICAUD et M. HOARAU) :

- **VOTE** la décision modificative n°3 sur le Budget Principal 2019.

#### **4 RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉNOVATION ET D'AGRANDISSEMENT DE LA MAISON DES ARTS MARTIAUX DU COMPLEXE SPORTIF KARBEN - APPROBATION DE L'APD, RÉMUNÉRATION DÉFINITIVE DU MAÎTRE D'ŒUVRE**

**Mme FAIVRE** expose :

##### **«POINT n°1**

*Par délibération du 4 avril 2019, le conseil municipal a approuvé le pré-programme concernant la rénovation et l'agrandissement de la MAISON DES ARTS MARTIAUX du complexe sportif Karben. L'objectif premier de cette opération est d'une part de réhabiliter le bâtiment existant afin de le mettre aux normes et d'en améliorer les performances énergétiques et acoustiques, et d'autre part de réaliser une extension de manière à en accroître la capacité d'accueil des usagers.*

*Un travail spécifique a été menée depuis le mois d'avril 2019 pour aborder plus en détail le volet énergétique, afin de respecter la norme BEPOS retenue au PLU de la commune. Le Dojo constituera le premier bâtiment municipal à énergie positive. Les solutions techniques proposées ont toutes pour objectif d'atteindre les ambitions de la commune en matière de sobriété énergétique et ainsi répondre aux exigences fixées par le niveau E4C1 en matière de performance énergétique et de bilan carbone.*

*Ce projet a fait l'objet de plusieurs réunions de concertation et de travail avec les utilisateurs les 8 avril, 9 et 22 octobre 2019, ainsi que d'une visite des DOJO de Saint-Orens et de Muret le 17 octobre 2019, afin de prendre en compte les retours d'expériences des usagers et des collectivités ayant à disposition un équipement de cette nature. Cette démarche a permis d'ajuster, au fur et à mesure de l'avancement, le projet afin d'optimiser la fonctionnalité des locaux.*

*Ces différentes réunions et ces travaux sur le volet énergétique ont conduit à valider l'avant-projet sommaire, en comité de pilotage, le 9 octobre 2019 et à déclencher la production d'un Avant-Projet Détaillé, objet de la présente note.*

*Le dossier d'Avant Projet Détaillé ainsi que ses options, a été présenté en commission municipale le 13 et le 14 Novembre 2019, sur la base du dossier présenté en annexe (plans).*

*L'enveloppe financière prévisionnelle des travaux a été arrêtée à un montant de 850 000 € HT en conseil municipal du 4 avril 2019. Pour rappel, ce montant est issue des éléments du pré-programme élaboré en 2014 selon la réglementation en vigueur dans le cadre d'une rénovation à cette époque-là, soit RT 2005. L'enveloppe de l'opération s'élevait à un montant de 1 275 000 € TTC.*

*La réactualisation de l'indice du coût de la construction a eu pour effet une augmentation du montant de l'enveloppe, à hauteur de 50 000 €.*

*D'autre part, les postes de dépenses suivants ont également eu un effet sur l'enveloppe initiale, réparti comme suit :*

- *Travail sur la production d'énergie (BEPOS, E4C1) : 105 000 € ;*
- *Superstructure et aménagement PMR intérieur : 170 000 € ;*
- *Prise en compte du désamiantage : 45 000 € ;*
- *Aménagements extérieurs avec l'adaptation nécessaire de cheminement aux respect des règles PMR depuis le domaine public : 80 000 €.*

*Le coût prévisionnel des travaux, hors options, tel qu'il ressort des études d'Avant-Projet Définitif du Maître d'œuvre approuvées par le Maître d'ouvrage s'établit quant à lui à un montant de 1 328 500 € HT.*

## **POINT n°2**

*Par délibération du 4 avril 2019, le conseil municipal a attribué le marché de maîtrise d'œuvre à l'équipe LE 23 ARCHITECTURE (mandataire du groupement conjoint).*

*Ce marché de maîtrise d'œuvre a été conclu pour un forfait provisoire de rémunération décomposé de la façon suivante :*

- *Taux de rémunération mission de base: 7,84%*
- *Taux de rémunération mission complémentaire OPC : 0,6%*

*Au titre de l'article 6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du marché de maîtrise d'œuvre, le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération par le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.*

*Le coût prévisionnel des travaux estimé par le maître d'œuvre tel qu'il ressort de l'Avant Projet Définitif (solution de base sans option)*

*L'avant-projet définitif s'élevant à 1 328 500 €HT, le forfait définitif de rémunération est par conséquent arrêté à :*

- *Taux de rémunération mission de base: 7,84% (soit 104 154 € H.T)*
- *Taux de rémunération mission complémentaire OPC : 0,6% (soit 7 971 € H.T)*

*Le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élève à 112 125 €HT.»*

**M. AREVALO** pensait que c'était l'adjoint aux sports qui allait présenter ce projet car en règle général c'est quand même celui qui a la délégation et qui a suivi le projet qui le présente. Il doit y avoir quelque chose qui s'est passé...Ce n'est pas des insinuations, c'est juste un fait. Il souligne qu'à la place de M. PALEVODY il ne serait pas très content. Il y a vécu cette situation et se dit solidaire de la frustration que doit avoir cet élu.

**M. LE MAIRE** demande à M. PALEVODY s'il souhaite répondre à M. AREVALO.

**M. PALEVODY** répond qu'il demandera la parole après l'intervention de M. AREVALO.

**M. AREVALO** reprend la parole. Il sait qu'il y a de forts besoins en matière d'arts martiaux car effectivement les conditions dans lesquelles les arts martiaux étaient enseignés n'étaient pas à la hauteur notamment du travail fait par le club de judo de Ramonville. Ce club qui est un club phare de la région méritait d'avoir un outil de travail à la hauteur de la qualité de son travail. Il indique que c'était typiquement le genre d'équipement qu'on aurait pu regarder dans le cadre intercommunal car il explique qu'il a été amené à suivre une demande du club de judo d'Auzeville qui souhaitait faire un dojo de ce type là mais dont la commune n'avait pas la capacité de suivre. Aussi, il trouve dommage que l'on n'est pas travailler un projet intercommunal entre ces communes

qui sont à proximité ; cela aurait été une belle opération. C'est la seule remarque qu'il fera sur cette opération.

**Mme TACHOIRES** veut souligner que le surcoût est principalement liée, par rapport aux 850 000 euros de l'enveloppe initiale estimative, à une prise en compte accrue de l'écologie en général mais elle voudrait se réjouir quand même, même si elle trouve que ça arrive bien tard, que cette espèce de passoire que tout le monde a connu peut devenir un bâtiment phare en termes d'énergies positives sur la commune et qu'il y ait enfin des panneaux solaires sur un bâtiment qu'on construit.

Elle voulait également dire qu'elle avait réagi en commission en disant que l'on pouvait même peut-être creuser encore un petit peu et se poser la question sur la partie de la toiture qui n'est pas recouverte de panneaux solaires. On pourrait voir si on ne peut pas faire de la végétalisation du toit puisqu'on a renforcé la structure. Elle aimerait donc bien que cette question là ne reste pas lettre morte. Elle ne voudrait pas que ça fasse comme le parking de Sajus où on lui avait dit qu'on allait regarder pour végétaliser les parkings et 15 jours après c'était tout bitumé.

**M. PALEVODY** souhaite revenir sur la remarque de M. AREVALO concernant la présentation de ce point. Il voulait dire que sa collègue, la première adjointe, avait toute l'attitude pour présenter ce point qui était travaillé par ses services pour permettre la présentation et l'argumentation qui a été donné à l'instant. Il voulait simplement dire qu'il avait présenté ce projet dans ses fonctions en commission et qu'un certain nombre de remarques ont donc été dites et posées tout à l'heure.

Enfin, il voudrait rajouter ce qui n'a pas été abordé ici mais abordé en commission notamment en point de vigilance le fait que les associations qui utilisent cette installation aujourd'hui vont être durant de nombreux mois impactées par rapport à leur saison sportive pour ceux qui font de la compétition ou en loisirs pour d'autres, dans la capacité de pouvoir avoir, non pas l'équivalent mais au moins une attention particulière sur des transferts qui pourraient être fait dans d'autres lieux. Donc c'est un point de vigilance qui, bien entendu, a été intégré dans la réflexion avec les utilisateurs. Pour autant, il faut quand même savoir, et c'est ce qui a été répondu, ça sera pas chose simple mais la priorité sera donnée à l'accueil des plus jeunes sur les associations concernées.

**M. LE MAIRE** pense que M. AREVALO a la réponse à sa question par rapport à la présentation de ce dossier par Mme FAIVRE. Il souligne que l'on est en conseil municipal et non au café du commerce.

M. LE MAIRE dit qu'il est complètement d'accord avec Mme TACHOIRES sur la question des surcoûts.

Il indique que la la question de la prise en charge de la réduction de notre consommation énergétique dans les bâtiments publics ne date pas de ce projet là. Effectivement, ce projet là va un peu plus loin que les autres car c'est dans notre futur PLU et qu'on veut s'appliquer à nous-mêmes ce qu'on va demander aux autres. Même si on nous explique que ce n'est pas possible, on va faire la démonstration qu'on sait le faire et d'ailleurs on va le faire.

Il rappelle que c'était difficile d'aller plus loin qu'une réglementation qui n'existait même pas au début de ce mandat puisque les labels Effinergie+ datent de 2017. Il souhaite juste replacer le débat au bon niveau. Il indique que de gros efforts ont été fait sur Sajus puisqu'on a baissé très sensiblement la consommation énergétique de ce bâtiment qui est passé étiquette E à B+. Il en est de même pour la piscine municipale.

Ce qui choque M. LE MAIRE et lui pose problème, c'est qu'on a, pas autant mais quasiment, 25% d'augmentation du budget qui est liés à une des demandes des ABF. C'est à dire qu'au même moment où on fait des efforts sur la question énergétique pour aller très loin sur le BEPOS, on s'aperçoit que quasiment le même montant est mis dans les demandes des ABF sur le zinc, le bardage bois, la végétalisation, ect... Cela coûte à la commune 108 000 euros soit autant que le changement de production énergétique. Il pense que c'est une contrainte que les collectivités n'ont pas forcément en tête. Face à cela, on se dit qu'on aurait largement de quoi à faire d'autres projets si on n'avait pas ce type de contraintes.

Enfin une remarque concernant la question d'ICEA qui a été évoquée à plusieurs reprises.

Il faut savoir que ICEA ne peut pas répondre à ce type de projet car sur un bâtiment BEPOS, comme nous le faisons là, nous devons avoir obligatoirement une autre consommation pour avoir la certification, pas seulement une forme de greenwashing. Il faut arriver à démontrer que l'on

produit localement la compensation énergétique que l'on fait. Or le dispositif d'ICEA ne permet pas l'autoconsommation parce qu'on est sur un dispositif classique de pose de panneaux photovoltaïques que l'on renvoie dans le réseau. ICEA a travaillé sur ce projet mais il ne pouvait pas nous permettre d'avoir une certification derrière de BEPOS et Effinergie+ sur ce bâtiment.

D'autre part, leur dispositif est adapté pour les petites structures (36 kilowatts) mais dès qu'on commence à toucher des bâtiments un peu plus importants, la puissance en plus qu'ils peuvent installer ne permet pas de répondre à des demandes de collectivités un peu importantes sur des bâtiments comme le notre.

**M. AREVALO** indique qu'effectivement ICEA n'a pas la capacité financière ou autre sur ce projet là pour l'instant mais ça fait longtemps qu'il aurait pu mettre des panneaux solaires sur le toit de l'école Jean Jaurès ou sur d'autres bâtiments de la commune. Ils le font sur d'autres communes pour des installations de 9 Kws. Aussi, il ne voit pas pourquoi il n'aurait pas pu le faire sur Ramonville.

**M. LE MAIRE** répond à M. AREVALO qu'il n'entend pas ce qu'il lui dit. La question n'est pas le fait de mettre des panneaux sur de la toiture pour mettre des panneaux. Quand on fait un projet de bâtiments à énergie positive, il faut que ça soit pris en compte dans l'autoconsommation. Or, ils ne peuvent pas le faire. Pour reprendre l'exemple de l'école Jean Jaurès, elle sera concernée sur une rénovation en BEPOS + Effinergie et on aura le même problème.

Sur d'autres bâtiments, comme la halle de tennis, il n'y a pas de souci, on leur a demandé d'y travailler dessus mais on n'est pas sûr qu'il puisse répondre à notre demande en termes techniques mais ça s'arrêtera à de la compensation pour de la compensation. Cela veut dire qu'on ne fera aucune autoconsommation, il faut le savoir.

Il indique ensuite que tous les contrats énergétiques sont demandés avec une étiquette à énergie verte et que toutes les communes devraient en faire autant. La difficulté de cela, c'est le contrôle mais l'avantage c'est que la démarche que nous engageons, en tant que collectivité électricité et gaz à avoir des étiquettes qui justifient qu'on aura 100% biogaz ou à 100% énergies renouvelable, obligera les producteurs à changer leur paradigmes de production énergétiques. Il pense que c'est beaucoup plus efficace très honnêtement mais c'est moins visible certainement.

**M. AREVALO** indique qu'il n'y a pas de raison d'avoir une polémique sur cette question. Il dit simplement qu'aujourd'hui ce qui est important c'est que partout, tout le monde, que ce soit collectivité, particulier ou autre, quand on a la capacité de le faire bien sûr, on contribue à développer des productions à énergie renouvelable que ce soit effectivement en autoconsommation ou en injection dans le réseau. Le problème c'est de faire monter le nombre de kilowatts produit en énergie renouvelable. Après il trouve que ICEA c'est une démarche citoyenne, responsable, coopérative, ect...et que nous collectivité locale du Sicoval on a tout intérêt à les accompagner dans le processus qui se développe. Pour lui, chaque fois qu'on a des initiatives de ce type citoyenne, il faut être à leurs côtés.

**M. LE MAIRE** répond qu'il est tout à fait d'accord pour soutenir ICEA et que c'est ce qui est fait ici et au Sicoval.

**Mme TACHOIRES** indique que ce n'est pas parce qu'on réinjecte dans le réseau qu'on fait du greenwashing. Elle trouve que M. LE MAIRE va un peu loin et elle complètement en désaccord. Bien sûr que l'autoconsommation c'est encore mieux mais si un peu partout on a un maillage territorial qui permet d'avoir de la petite production locale, même si c'est pour réinjecter sur le réseau, c'est toujours mieux qu'une grosse centrale nucléaire ou un EPR qui nous coûtera tous des milliards.

Le conseil municipal a ouï l'exposé de Mme FAIVRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **APPROUVE** le coût prévisionnel des travaux établi en phase Avant Projet Définitif (valeur Novembre 2019) qui en découle de 1 328 500 €HT hors options ;

➤ **ARRÊTE** le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation et d'agrandissement de la MAISON DES ARTS MARTIAUX du complexe sportif Karben.

## **5 OCTROI DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

**M. PALEVODY** expose :

*« Dans le cadre de sa politique de soutien en direction du tissu associatif local, la ville alloue chaque année des subventions aux associations intervenant dans les domaines de l'enfance, du social, de l'environnement, de la culture ou encore du sport. Ces subventions concourent au soutien du fonctionnement associatif. Elles peuvent également financer des investissements ou permettre la réalisation de projets spécifiques.*

*Il est proposé au conseil municipal :*

**♦ de voter une subvention de fonctionnement aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande :**

• ACCR Athlétisme.....	2 000 €
• Association des écoles Sajus.....	240 €
• Association Parents Indépendants – Ecole PMF.....	220 €
• Association sportive du collège André Malraux.....	750 €
• Ateliers Couleurs d'Autan.....	150 €
• USR Basket.....	5 900 €
• La Boule Etoilée.....	500 €
• CRAHB.....	7 450 €
• Enfance Sumatra.....	400 €
• USR Escrime.....	4 500 €
• Roule ma frite.....	1 000 €
• USR Rugby XV.....	11 000 €
• USR Rugby XIII.....	6 000 €
• Sensactifs.....	1 860 €
• Les têtes de mules.....	300 €
• USR Volley-Ball.....	2 500 €
• USR Yoseikan budo.....	500 €

**♦ de voter une subvention pour un projet exceptionnel aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande**

• USR Escrime.....	2 000 €
• LAB.....	2 000 €
• Sensactifs.....	750 €
• La Boule Etoilée.....	300 €
• CRAHB.....	10 000 €
• Dire.....	630 €

**♦ de voter une subvention pour un achat/investissement aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande**

• USR Escrime.....	1 000 €
--------------------	---------

*Il est précisé que les membres du conseil municipal membres du bureau d'une association subventionnée ne prennent pas part au vote.»*

**M. LE MAIRE** souhaite apporter un complément sur la subvention pour le CRAHB. La demande de subvention en fait a été rerépartie entre les 3 communes puisqu'on ne voulait pas rentrer dans un jeu comme "à qui mieux mieux" entre les communes car ils ont fait la demande aux 3 communes. Aussi, les communes se sont mis d'accord sur une base de répartition liée à la population, en répartissant le montant de 10 000 euros de la manière suivante : 40% Castanet, 40% Ramonville et 20% Auzeville. Ce sera donc pas tout à fait le montant indiqué dans le tableau.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. PALEVODY et après en avoir délibéré par **22 Voix POUR** et **6 ABSTENTIONS** (M. MERELLE, M. AREVALO, Mme TACHOIRES et par procuration M. BROT, M. PERICAUD et M. HOARAU)

➤ **VOTE** les subventions ci-dessous :

• ACCR Athlétisme.....	2 000 €
• Association des écoles Sajus.....	240 €
• Association Parents Indépendants – Ecole PMF.....	220 €
• Association sportive du collège André Malraux.....	750 €
• Ateliers Couleurs d’Autan.....	150 €
• USR Basket.....	5 900 €
• La Boule Etoilée.....	500 €
• CRAHB.....	7 450 €
• Enfance Sumatra.....	400 €
• USR Escrime.....	4 500 €
• Roule ma frite.....	1 000 €
• USR Rugby XV.....	11 000 €
• USR Rugby XIII.....	6 000 €
• Sensactifs.....	1 860 €
• Les têtes de mules.....	300 €
• USR Volley-Ball.....	2 500 €
• USR Yoseikan budo.....	500 €
• USR Escrime.....	2 000 €
• LAB.....	2 000 €
• Sensactifs.....	750 €
• La Boule Etoilée.....	300 €
• CRAHB.....	10 000 €
• Dire.....	630 €
• USR Escrime.....	1 000 €

## 6 ACQUISITION SALLE DE QUARTIER ERIC THOUMELOU – PROJET MARAGON-FLORALIES

**Mme FAIVRE** expose :

*« La présente note porte sur le projet d'acquisition, par la Commune, de la salle de quartier Eric Thoumelou, auprès de la SA Groupe Des Chalets.*

*La salle de quartier, qui fait l'objet de la vente, est située Rue Marie Thérèse Eyquem – Lieudit Maragon– 31520 Ramonville Saint-Agne - parcelle cadastrale AR n°283.*

*L'acquisition sera réalisée par une vente en volume. Mode de division de la propriété foncière, le volume immobilier est une alternative à la copropriété. La gestion du bien en est facilitée et les coûts d'entretien diminués puisque le bien ne comporte pas de parties communes.*



*La superficie et le volume du bien vendu sont précisés dans la division volumétrique établie par l'étude de Maître Olivié-Latour .*

*Monsieur Le Maire rappelle que cette acquisition amiable intervient dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement de l'écoquartier Maragon-Floralies. L'acquisition d'une salle de quartier a pour objectif l'amélioration et l'animation du cadre de vie des habitants de Maragon-Floralies.*

*La proposition de prix, qui a été réalisée et validée auprès de la Société SA Les Chalets, est de 174 000 euros HT.*

*Afin de permettre le développement du programme d'aménagement de l'écoquartier Maragon-Floralies, nous vous demandons d'autoriser cette acquisition.*

### **La procédure**

*Le conseil municipal donne son accord pour acquérir la salle de quartier Eric Thoumelou, située Rue Marie Thérèse Eyquem – Lieudit Maragon– 31520 Ramonville Saint-Agne - parcelle cadastrale AR n°283, auprès de la SA Groupe Des Chalets au prix de 174 000 euros HT.»*

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, notamment l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Maragon-Floralies ;
- Vu la division volumétrique de l'ilôt D, rédigée en 2016 par Maître Marie-Claude Olivié-Latour ;
- Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir la salle de quartier Eric Thoumelou pour permettre le développement du programme d'aménagement de l'écoquartier Maragon-Floralies ;

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Mme FAIVRE et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

➤ **ACTE** l'acquisition de la salle de quartier Eric Thoumelou, située Rue Marie Thérèse Eyquem – Lieudit Maragon– 31520 Ramonville Saint-Agne - parcelle cadastrale AR n°283, auprès de la SA Groupe Des Chalets au prix de 174 000 euros HT.

➤ **MANDATE** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique d'acquisition correspondant, ainsi que tous les actes découlant de la présente acquisition et de la présente décision.

## **7 DÉLÉGATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN (DPU) AU SICOVAL – PARC DU CANAL ET EXTENSION ZAC PARC DU CANAL**

**Mme FAIVRE** expose :

*« La présente note a pour objet la délégation du droit de préemption urbain (DPU) au SICOVAL, la communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain, pour des opérations d'acquisitions foncières et immobilières.*

*Ce droit de préemption urbain est délégué par la commune sur la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire du Parc du Canal et sur le périmètre de projet de l'extension de la ZAC du Parc du Canal.*

*Ce dispositif constitue un outil qui favorise la maîtrise foncière, base de toute réussite des opérations d'aménagement, sur le territoire communal. Les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) seront étudiées en fonction du prix, du positionnement géographique des terrains ou biens à acquérir dans les périmètres précités. Les DIA seront ensuite transmises pour préemption au SICOVAL.*

*Monsieur Le Maire rappelle que cette décision intervient dans le cadre de la compétence développement économique afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil d'activités économiques.*

*Pour permettre la dynamisation de l'offre foncière et immobilière des périmètres de projet précités, nous vous demandons d'autoriser cette délégation.*

### **La procédure**

*Le conseil municipal donne son accord pour la délégation du droit de préemption urbain (DPU) au SICOVAL, la communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain, pour des opérations d'acquisitions foncières et immobilières sur la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire du Parc du Canal et sur le périmètre de projet de l'extension de la ZAC du Parc du Canal. »*

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2122-22 permettant au Maire d'exercer le droit de préemption urbain par délégation du conseil municipal ;
- Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L211-1 permettant aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme d'instaurer un droit de préemption urbain ;
- Vu l'article L213-3 du Code de l'Urbanisme permettant aux communes, titulaires du droit de préemption urbain renforcé, d'en déléguer l'exercice à un établissement public y ayant vocation sur une ou plusieurs parties des zones concernées ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 24 juin 1987 instaurant le droit de préemption sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 juin 1990 instaurant le droit de préemption renforcé sur la totalité du territoire communal ;
- Vu la délibération n°40 du conseil municipal en date du 14 avril 2014 donnant délégation au Maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain ;
- Considérant que l'article L213-3 du Code de l'Urbanisme permet aux communes, titulaires du droit de préemption urbain renforcé, d'en déléguer l'exercice à un établissement public y ayant vocation sur une ou plusieurs parties des zones concernées ;
- Considérant que la délégation du droit de préemption urbain concerne exclusivement la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire du Parc du Canal et sur le périmètre de projet de l'extension de la ZAC du Parc du Canal ;
- Considérant que le SICOVAL intervient dans le cadre de la compétence développement économique afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil d'activités économiques.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Mme FAIVRE et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **ACTE** la délégation du droit de préemption urbain (DPU) au SICOVAL, la communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain, pour des opérations d'acquisitions foncières et immobilières sur la zone d'activités économiques d'intérêt communautaire du Parc du Canal et sur le périmètre de projet de l'extension de la ZAC du Parc du Canal ;
- **AUTORISE** la transmission des DIA, jugées pertinentes par la commune, au SICOVAL, la communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain ;
- **MANDATE** Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tous les actes permettant la réalisation de cette délégation et la présente décision.

## 8 DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ÉCOLE MUNICIPALE D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE

**M. ROZENKNOP** expose :

«A la suite du diagnostic mené en 2016, un nouveau projet d'établissement pour l'École Municipale d'Enseignements Artistiques de Ramonville (EMEAR) a été mis en œuvre à partir de 2017. Les années 2018 et 2019 ont été consacrées au déploiement de différentes actions constitutives de ce projet.

Ainsi, depuis septembre 2018, de nouvelles actions du projet pédagogique ont été développées :

- Mise en place du dispositif d'Éducation Artistique et Culturelle dans les écoles primaires (intervention de 7,5h hebdomadaires) ;
- Développement de l'offre de pratiques collectives : orchestre inter écoles, atelier ado, ensemble de guitares... ;
- Création d'une classe d'éveil musique et danse.

Parallèlement, la commune a fait évoluer la procédure d'inscription des élèves, (Methodologie, critères, tarifs...) et s'est dotée, pour la gestion de l'établissement (gestion administrative, pédagogique et financière), d'un logiciel métier (iMuse).

Pour l'année scolaire 2019-2020, deux démarches complémentaires ont été entreprises :

A/ L'accompagnement des projets en vue de les pérenniser ou de développer les actions menées :

- Renforcement du dispositif d'Éducation Artistique et Culturelle ;
- Poursuite du développement des pratiques collectives : maintien des ateliers existants avec intégration des pratiques collectives dès l'éveil (Classe découverte + Formation musicale) ;
- Invitation d'un artiste associé à l'année pour favoriser les projets transversaux ;
- Mise en place d'un projet d'évaluation bienveillant et transversal à destination des élèves.

B/ La mise en place de nouveaux projets :

- Mise en place de la classe découverte : elle permettra à des enfants âgés de 7 à 9 ans de découvrir sept instruments de musique différents durant l'année et de s'initier hebdomadairement aux pratiques collectives musicales et chorégraphiques. Elle s'inscrit en articulation de la classe éveil « musique et danse » et de l'intégration systématique des pratiques collectives au cours de formation musicale ;
- Validation du règlement intérieur ;
- Mise en place de la poursuite des études de FM jusqu'à la fin du 2° cycle.

Compte tenu de l'ensemble des initiatives entreprises et de la forte implication financière de la collectivité, la commune de Ramonville sollicite une revalorisation de la subvention départementale à hauteur de 45 000 Euros. En effet, malgré une optimisation des moyens et ressources disponibles, une évolution significative du projet ne pourra se faire sans un soutien accru du Conseil Départemental.

La commune assure la gestion financière, administrative et pédagogique de l'EMEAR.

Le budget prévisionnel 2019 du département musique de l'EMEAR s'établit comme suit :

- Dépenses : .....588 836 €
- Recettes : ..... 182 000 €
- Reste à charge de la commune : ..... 406 836 €

*A titre indicatif, il est rappelé que le Conseil départemental a attribué une subvention de fonctionnement de 30 000 € en 2018.»*

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. ROZENKNOP et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **APPROUVE** la reconduction des activités de l'EMEAR et le budget prévisionnel 2019 annexé ;
- **SOLLICITE** l'aide financière du Conseil Départemental à hauteur de 45 000 €, pour le fonctionnement du département musique de l'EMEAR au titre de l'année 2019 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'objectifs établie par le Conseil départemental de la Haute-Garonne et fixant la participation financière qui pourra être accordée en 2019.

## **9 RÉTROCESSION DE LA RUE MARIE-THÉRÈSE EYQUEM PROJET MARAGON-FLORALIES**

**Mme FAIVRE** expose :

*«La présente note porte sur le projet de rétrocession de la voie dénommée Rue Marie-Thérèse Eyquem, actuellement cadastrée section AR n°281 et 292, d'une superficie d'environ 7066 m<sup>2</sup>.*

*La délibération du jeudi 29 Septembre 2016 a déjà approuvé le principe de ce projet, intitulé « rétrocession voirie secondaire Maragon Floralties ».*

*La rétrocession concerne à la fois le foncier (voirie et espaces verts) et les réseaux divers. Elle sera réalisée par une succession de ventes amiables des différents lots entre la commune et la SA HLM Des Chalets à l'euro symbolique.*

*Afin que la rétrocession de cette voie soit conforme aux attentes de la collectivité et des usagers, une régularisation de l'alignement entre la rue Marie-Thérèse et les copropriétés riveraines sera intégrée aux différents projets d'actes. En effet, le plan modificatif du parcellaire cadastral précise le récolement réalisé après l'exécution des travaux. Précisément définie, la délimitation tiendra compte de la répartition suivante :*

- *Lots futurs appartenant à la commune après signature des actes : a,b,d et e ;*
- *Lots futurs appartenant à la SA Des Chalets après signature des actes : c et f.*

*Conformément à la délibération du jeudi 12 mai 2016, Monsieur le Maire rappelle que cette rétrocession intervient dans le cadre d'une régularisation des questions foncières liées aux opérations d'aménagement et d'une meilleure gestion du domaine public communal.*

*Afin de permettre la réalisation de cette rétrocession, nous vous demandons d'autoriser ces acquisitions. »*

- Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Vu la Délibération du Conseil Municipal du 12 mai 2016 concernant la rétrocession des voies dans le domaine public – Procédure à mener ;
- Vu la Délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2016 concernant la rétrocession de la voirie secondaire Maragon Floralties;
- Vu le plan modificatif du parcellaire cadastral en date du 7 juillet 2019, réalisé par Monsieur Saint-Criq, géomètre expert ;

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Mme FAIVRE et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **ACTE** la rétrocession de la rue Marie-Thérèse Eyquem, située à Ramonville Saint-Agne, avec la modification de son parcellaire après travaux, auprès de la SA DES CHALETS à l'euro symbolique.
- **MANDATE** Monsieur le Maire ou son représentant de signer les actes authentiques d'acquisition correspondants, ainsi que tous les actes découlant de la présente rétrocession et de la présente décision.

## **10 CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS POUR LES COLONNES ENTERRÉES DE DIVERS SITES : ROSA PARKS 1, ROSA PARKS 2, ÉGLISE, PORT SUD, MARNAC, GLEIZE-VIEILLE, ROND POINT SALVADOR ALLENDE**

**M. PASSERIEU** expose :

*«Il rappelle que depuis plusieurs années le Sicoval développe sur son territoire un mode de pré-collecte des déchets en conteneurs enterrés.*

*Ce mode de collecte permet de regrouper sur un seul site 5 m<sup>3</sup> de déchets ou plus, produits par les habitants d'un même secteur, et d'optimiser les fréquences et moyens de collecte.*

*De plus cela permet une certaine souplesse dans l'organisation des tournées et facilite les plannings d'exploitation.*

*D'un point de vue du cadre de vie ces équipements sont privilégiés dans les centres villes.*

*Avec la mise en place de la redevance incitative, ils permettent également l'individualisation des dépôts par les habitants tant en collectif qu'en individuel.*

*C'est dans ce cadre que la commune de Ramonville Saint-Agne a demandé l'équipement des 7 sites suivants : Rosa Parks1, Rosa Parks2, Église, Port-Sud, Marnac, Gleyzevieille, Rond-point Salvador Allende.*

*Le Sicoval assure l'intégralité des frais d'études et de travaux qui s'élèvent à 194 704,94 € HT.*

*La commune procédera au remboursement de 50 % de ce montant hors taxe comprenant la totalité des dépenses (frais d'études, travaux, achat et pose de conteneurs enterrés) par le versement d'un fonds de concours au Sicoval.*

*Ce fonds de concours fait l'objet d'une convention entre les deux parties afin de fixer leurs droits et obligations ainsi que les modalités administratives et financières de son exécution.*

### **La convention de fonds de concours :**

*La convention à établir, comporte les points principaux ci-après.*

#### **Objet de la convention :**

*Par délibération du 21 novembre 2019, la commune de Ramonville Saint-Agne a décidé d'accorder au Sicoval une aide sous la forme d'un fonds de concours d'un montant de 97 352,47 euros HT (quatre vingt dix sept mille trois cent cinquante deux euros et quarante sept centimes HT) dont le versement sera effectué sous réserve du respect des conditions et obligations énoncées ci-dessous.*

#### **Engagement des parties :**

##### **♦ A la charge du Sicoval**

*Le Sicoval s'engage à passer le marché nécessaire en vue de la fourniture des équipements ainsi que de l'installation de ces équipements avec un prestataire privé.*

*Les colonnes sont livrées sur 7 sites. La réception des travaux s'effectuera en présence d'un représentant de la commune et d'un représentant du Sicoval.*

*Le Sicoval a en charge la maintenance et le lavage des colonnes via une prestation privée.*

♦ *A la charge de la commune de Ramonville Saint-Agne*

*La commune de Ramonville-Saint-Agne s'engage à :*

- Mettre d'ores et déjà à disposition du Sicoval les emprises nécessaires à la réalisation de l'ouvrage sur sa propriété, estimées à une surface de 200 m<sup>2</sup> ;*
- Donner une autorisation d'occupation temporaire du domaine public à titre précaire, gratuit et révocable pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction chaque année ;*
- Réceptionner les travaux avec le Sicoval ;*
- Entretien des abords de ces colonnes (espaces verts, enlèvement des déchets déposés aux abords du site...)*

*Toute modification du réseau sera intégralement à la charge de la commune qui en fera directement son affaire avec les concessionnaires concernés. »*

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. PASSERIEU et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **APPROUVE** les termes de la Convention de fonds de concours à intervenir entre la commune de Ramonville Saint-Agne et le Sicoval, portant sur le financement de l'installation des colonnes enterrées évalué à 194 704,94 € HT ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents afférents.

## **11 AMÉNAGEMENT D'UN ÎLOT CENTRAL DOUBLE, SUR LA RD113A, AVENUE LATÉCOÈRE**

**M. PASSERIEU** expose :

*«La commune envisage l'aménagement d'un îlot central double, sur la RD113a, Avenue Latécoère, à Ramonville Saint-Agne, afin de sécuriser la sortie du programme immobilier de bureaux de l'écoquartier du Midi.*

*Le projet consiste à créer un îlot central double sur la voie départementale RD113a, du PR 0+000 au PR 0+180, Avenue Latécoère, depuis la sortie du giratoire «Louise Weiss », sur une longueur de 112 mètres.*

*Les travaux sur emprise routière départementale doivent faire l'objet d'une convention avec le Conseil Départemental ; par ailleurs, par soucis d'harmonisation, le Conseil Départemental souhaite avoir un seul interlocuteur sur le territoire communautaire.*

*Le Sicoval par délibération du 07 février 2005 assure les maîtrises d'ouvrage et d'œuvres des travaux communaux.*

*Les travaux consistent en la création d'un îlot central constitué d'une double bordure type I2.*

*Vu les statuts du Sicoval, et notamment son article IV-2 relatif à la compétence « Services aux communes », il est proposé de confier au Sicoval cette mission par voie de convention.*

*Cette convention tripartite doit être adoptée par les assemblées de la commune, du Sicoval et du département.»*

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. PASSERIEU et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **AUTORISE** les travaux d'aménagement d'un îlot central double, sur la RD113a, Avenue

Latécoère, à Ramonville Saint-Agne ;

- **CONFIE** au Sicoval par voie de convention la maîtrise d'ouvrage et d'œuvres des travaux ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les documents afférents.

## **12 PROJET TÉLÉTHON DU CENTRE SOCIAL « COULEURS ET RENCONTRES » - CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION AMF TELETHON**

**Mme DOSTE** expose :

*« Dans le cadre de ses missions, le centre social d'animation « Couleurs et Rencontres » accompagne et soutient les initiatives et les projets des habitants, dont le but est de développer des projets collectifs, de favoriser leur implication en s'appuyant sur leurs potentialités.*

*A ce titre, des bénévoles du centre social d'animation, qui sont très impliqués dans la vie du centre social, dans la dynamique collective et les réflexions autour du bénévolat, ont proposé de développer des projets communs entre les différentes animations menées au sein du centre social.*

*Par ailleurs, afin de développer des actions d'entraide pour les personnes vulnérables les bénévoles ont souhaité, comme l'an passé, mettre en place un projet en partenariat avec l'AFM Téléthon pour une collecte au profit du Téléthon.*

*Le projet se déroulera en plusieurs phases :*

- *Réalisation d'ateliers créatif et couture, les mardis et jeudis après-midi entre le 5 novembre et le 5 décembre 2019 au centre social ;*
- *Semaine du 2 au 8 décembre 2019 :*
  - *Ateliers cuisine pour la fabrication de biscuits ;*
  - *Samedi 7 décembre, stand au marché de Ramonville pour la vente de produits issus des ateliers créatifs, couture et cuisine.*

*Afin de pouvoir contractualiser notre action avec l'AFM Téléthon un contrat d'engagement doit être conclu entre la mairie de Ramonville et l'association.»*

Le conseil municipal, ouï l'exposé de Mme DOSTE et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **ADOpte** le contrat d'engagement avec l'AFM Téléthon ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat d'engagement et tout autre document découlant de la présente délibération ;
- **AUTORISE** la commune à reverser intégralement les dons ainsi que le solde des recettes à l'AFM Téléthon.

## **13 SUPPRESSION - CRÉATION DE POSTE – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**

**M. LE MAIRE** expose :

*« Les membres du conseil municipal seront informés que, conformément à l'article 34 de la loi du*



*26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.»*

- Considérant le départ à la retraite d'un agent du pôle Ressources humaines et développement des compétences au 1<sup>er</sup> novembre 2019 ;
- Considérant le besoin permanent d'un gestionnaire paye et carrières au sein du pôle Ressources humaines et développement des compétences ;
- Considérant que les missions confiées à cet agent nécessitent un emploi de catégorie C ;

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. LE MAIRE et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **SUPPRIME** un emploi d'agent de maîtrise à temps complet ;
- **CRÉE** un emploi d'adjoint administratif territorial à temps complet ;
- **ACCEPTE** la modification du tableau des effectifs ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

## **14 CRÉATION DE POSTE - PÔLE ACTION SOCIALE, PRÉVENTION ET MÉDIATION SOCIALE**

**M. LE MAIRE** expose :

*«Les membres du conseil municipal seront informés que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.»*

- Considérant que le fonctionnement de la Résidence Autonomie Francis Barousse nécessite la création d'un emploi permanent d'agent de restauration, poste actuellement occupé par un agent contractuel. Considérant que les missions confiées à cet agent nécessitent un emploi de catégorie C ;

Le conseil municipal, ouï l'exposé de M. LE MAIRE et après en avoir délibéré par **26 Voix POUR** et **2 Voix CONTRE** (M. MERELLE et par procuration M. BROT) :

- **CRÉE** un emploi d'adjoint technique territorial à temps complet ;
- **ACCEPTE** la modification du tableau des effectifs ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

M. LE MAIRE indique que l'ordre du jour du conseil municipal du 26 novembre 2019 est terminé. Il déclare la séance close à vingt deux heures quarante cinq.